



**ASIN** AGENCE DES SYSTÈMES  
D'INFORMATION ET DU  
NUMÉRIQUE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

# RAPPORT D'ACTIVITES

EXERCICE 2024

MAI 2025

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b>	<b>2</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b>	<b>4</b>
<b>DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL</b>	<b>8</b>
<b>NOTE D'EXAMEN DU RAPPORT PAR L'AUDITEUR INTERNE</b>	<b>9</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>12</b>
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>24</b>
1.1. Contexte de préparation du budget	24
1.2. Rappel du mandat de l'Agence	24
<b>2. POINT D'EXÉCUTION DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL ET DU PLAN ANNUEL DE PERFORMANCE</b>	<b>26</b>
2.1. Point d'exécution du plan de travail annuel	26
2.2. Point d'exécution du plan annuel de performance	26
<b>3. EXÉCUTION FINANCIERE DU BUDGET AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>28</b>
3.1. Mobilisation des ressources projets	28
3.2. Exécution globale du budget au 31 décembre 2024	29
3.3. Exécution financière des crédits délégués (budget des projets pour le compte de l'État)	30
3.4. Exécution du budget des investissements	31
3.5. Exécution du budget de fonctionnement	31
<b>4. POINT D'EXÉCUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHÉS</b>	<b>34</b>
<b>5. POINT DES ACTIVITES DE LA CELLULE JURIDIQUE</b>	<b>37</b>
5.1. Sécurité juridique et réglementaire des projets de l'ASIN	37
5.2. Conformité de l'ASIN au régime de protection des données personnelles au Bénin	38
5.3. Veille juridique	39
5.4. Renforcement de la gouvernance et de la coopération internationale	41
5.5. Point des plaintes et contentieux	41
<b>6. POINT SUR LES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>42</b>
6.1. Attirer et sélectionner les talents	42
6.2. Développer les connaissances et les compétences	44
<b>7. POINT SUR LES ACTIONS DE COMMUNICATION</b>	<b>48</b>
7.1. Contexte	48

7.2. Résultats	49
<b>8. POINT DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET DES MESURES CORRECTRICES</b>	<b>50</b>
8.1. Contraintes techniques ou opérationnelles	50
8.2. Contraintes relatives à la passation des marchés	50
8.3. Autres contraintes liées aux opérations	51
8.4. Recommandations en cours de prise en compte dans le cadre de l'exécution des projets	52
<b>9. PERSPECTIVES</b>	<b>53</b>
9.1. Enjeux pour 2025	53
9.2. Principales activités du programme 2025	53
<b>10. CONCLUSION</b>	<b>60</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>61</b>
<b>Annexe : Catalogue de services ASIN</b>	<b>62</b>

# LISTE DES ABRÉVIATIONS

<b>ABE</b>	Agence Béninoise pour l'Environnement
<b>ABSU-CEP</b>	Agence Béninoise du Service Universel des Communications Électroniques et de la Poste
<b>ACISE</b>	Agence pour la Construction des Infrastructures du Secteur de l'Éducation
<b>ADN</b>	Agence pour le Développement du Numérique
<b>ANAEPMR</b>	Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural
<b>ANIP</b>	Agence Nationale d'Identification des Personnes
<b>ANM</b>	Agence Nationale de Métrologie
<b>ANSSI</b>	Agence Nationale de Sécurité et Systèmes d'Information
<b>APIEx</b>	Agence de Promotion des Investissements et des Exportations
<b>ARE</b>	Autorité de Régulation de l'Électricité
<b>ASIN</b>	Agence des Systèmes d'Information et du Numérique
<b>ASSI</b>	Agence des Services et Systèmes d'Information
<b>BAI</b>	Bureau d'Analyse et d'Investigations
<b>BJCIRT</b>	Équipe Gouvernementale de Réponse aux Incidents de Sécurité Informatique
<b>CA</b>	Conseil d'Administration
<b>CAC</b>	Commissaires aux Comptes
<b>CERT</b>	Computer Emergency Response Team
<b>CNIN</b>	Centre National des Investigations Numériques
<b>CNSS</b>	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
<b>COFIL</b>	Comité de Pilotage du projet
<b>COTECH</b>	Comité Technique du projet
<b>DAF</b>	Direction de l'Administration et des Finances

<b>DCN</b>	Datacenter National
<b>DEI</b>	Direction de l'Émigration et de l'Immigration
<b>DG</b>	Direction Générale
<b>DGTCP</b>	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>FAI</b>	Fournisseur d'Accès à Internet
<b>FIRST</b>	Forum of Incidence Response and Security Teams
<b>FNEC</b>	Fonds National pour l'Environnement et le Climat
<b>GEC</b>	Gestion électronique des courriers
<b>GED</b>	Gestion électronique des documents
<b>HD&amp;THD</b>	Haut Débit & Très Haut Débit
<b>INSAE</b>	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique
<b>LIN</b>	Laboratoire d'Investigations
<b>MAE</b>	Ministère des Affaires Étrangères
<b>MAEP</b>	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
<b>MASM</b>	Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance
<b>MDC</b>	Ministère du Développement, et de la Coordination de l'action gouvernementale
<b>MDGL</b>	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
<b>MEEM</b>	Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines
<b>MEF</b>	Ministère de l'Économie et des Finances
<b>MESRS</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche Scientifique
<b>MESTFP</b>	Ministère de l'Enseignement Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
<b>MIC</b>	Ministère de l'Industrie et du Commerce
<b>MIT</b>	Ministère des Infrastructures et des Transports
<b>MJL</b>	Ministère de la Justice et de la Législation
<b>MND</b>	Ministère du Numérique et de la Digitalisation
<b>MNO</b>	Mobile Network Operator

<b>MOSIP</b>	Modular Open Source Identity Platform
<b>MTCA</b>	Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts
<b>MTFP</b>	Ministère du Travail et de la Fonction Publique
<b>MS</b>	Ministère de la Santé
<b>ONIP</b>	Office National d'Imprimerie
<b>PAG</b>	Programme d'Actions du Gouvernement
<b>PDRHD</b>	Projet de Densification du Réseau Haut Débit
<b>PITN2R</b>	Projet Intégré de Transformation Numérique des régions Rurales
<b>PKI</b>	Public Key Infrastructure (Infrastructure à Clés Publiques)
<b>PNC</b>	Plan National de Connectivité
<b>PNI</b>	Plateforme Nationale d'Interopérabilité
<b>PNPE</b>	Plateforme Nationale de Paiement électronique
<b>PNS</b>	Portail National des Services
<b>PPIIC</b>	Politique de Protection des Infrastructures d'Information Critiques
<b>PPMP</b>	Plan de Passation des Marchés Publics
<b>PR</b>	Présidence de la République
<b>PRMP</b>	Personne Responsable des Marchés Publics
<b>PRSCG</b>	Programme de Renforcement des Structures Centrales de Gouvernance
<b>PSC</b>	Prestataire de service de confiance
<b>PSSIE</b>	Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat
<b>PTA</b>	Plan de Travail Annuel
<b>PTAB</b>	Plan de Travail Annuel Budgétisé
<b>RBER</b>	Réseau Béninois d'Éducation et de Recherche
<b>RNA</b>	Réseau National de l'Administration
<b>RSI</b>	Responsable des Systèmes d'Information
<b>RSSI</b>	Responsable de Sécurité des Systèmes d'Information

<b>SAE</b>	Systeme d'Archivage Électronique
<b>SBEE</b>	Société Béninoise d'Energie Électrique
<b>SBIN</b>	Société Béninoise d'Infrastructures Numériques
<b>SGDS</b>	Société de Gestion des Déchets et de la Salubrité
<b>SNIAM</b>	Stratégie nationale d'Intelligence Artificielle et des Mégadonnées
<b>SU</b>	Service Universel
<b>TNT</b>	Télévision Numérique Terrestre
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>WACREN</b>	Réseau Ouest Africain d'Éducation et de recherche

# DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nous, soussigné, **LOKO Akinolu Marc-André**, Directeur Général de l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique, assumons la pleine responsabilité de l'exactitude, l'exhaustivité et la fiabilité de l'information présentée dans le Rapport annuel d'Activités 2024.

Les résultats et les renseignements du rapport :

- ✓ décrivent fidèlement l'état d'exécution de tous les documents prévisionnels (PTA, budget et PPM) adopté par le Conseil d'Administration au titre de l'année 2024 ;
- ✓ couvrent l'ensemble des interventions importantes de l'Agence ;
- ✓ apportent toutes informations requises pour une bonne prise de décision par le Conseil d'Administration ;
- ✓ sont fiables et exacts.

Nous soumettons sans réserve le contenu du rapport à l'adoption du Conseil d'administration.

Le Directeur Général,



Document signé  
numériquement  
par Akin-Olu  
Olawole Marc  
André LOKO le  
20/06/2025 à  
11:54:08

**Marc-André LOKO**

# NOTE D'EXAMEN DU RAPPORT PAR L'AUDITEUR INTERNE

Nous avons procédé à l'examen des informations présentées dans le Rapport Annuel d'Activités 2024 de l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La responsabilité de l'exactitude, de l'exhaustivité et de la fiabilité des informations contenues dans le Rapport Annuel d'Activités 2024 incombe au Directeur Général de l'Agence.

Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible desdites informations et des explications fournies ainsi que leur cohérence, en nous fondant sur le travail accompli au cours de notre examen.

Cet examen s'inspire des normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Ainsi, les travaux ont consisté essentiellement à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en oeuvre des procédés analytiques, à réviser des calculs et à susciter des discussions portant sur les informations examinées. Ces travaux ne visaient pas à vérifier les systèmes de compilation, ni à évaluer le contrôle interne, ni à effectuer des sondages. Par conséquent, notre conclusion ne constitue pas une opinion d'audit sur l'information contenue dans le Rapport Annuel d'Activités.

Au terme de notre examen, nous concluons que les informations contenues dans les parties examinées nous paraissent, à tous égards importants, plausibles et cohérentes.

Par conséquent, nous suggérons au Conseil d'Administration d'accepter le Rapport Annuel d'Activités du Directeur Général.

Le Directeur de l'Audit Interne



Date : 2025.06.17  
18:42:48 +01'00'

**Christian KOUAME**





# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'année 2024 a été marquée par le démarrage de nouveaux projets d'aménagement du territoire, le renforcement de la dynamique vers une administration intelligente, l'intensification des actions de vulgarisation en matière de sécurité numérique et une plus grande exposition de l'ASIN à l'international pour faire rayonner les progrès en matière de numérique du Bénin.

En termes de pilotage des projets, la dynamique amorcée en 2023 s'est poursuivie en 2024 à travers la gestion plus efficace du portefeuille projets toujours plus dense, l'animation des gouvernances et un renforcement des ressources humaines de l'agence. En complément des projets initiés en 2023 et dont l'exécution s'est poursuivie en 2024, de nouveaux projets ont été initiés à travers une convention mandat signée au mois d'avril 2024 entre le Ministère du Numérique et de la Digitalisation et l'ASIN.

Dans le cadre de la mission assignée à l'ASIN, quelques réalisations significatives sont notées au titre de 2024 ci-après :



## 01 Sécurité numérique

- Sensibilisation à la sécurité pour les décideurs
- Utilisation de la signature électronique (Exemple : délivrance de certificats)
- Mise en place d'un cadre sécurisé de classification des documents
- Renforcement de capacités des ingénieurs PKI et RSSI des structures prioritaires
- Classification des Opérateurs d'infrastructures d'Informations critiques (OIIC)
- Audit du bjCSIRT pour la conception d'un plan de développement plus ambitieux
- Poursuite du plan d'inspection et de conformité à la PSSIE
- Extension de la stratégie nationale de sécurité numérique
- Élaboration du plan de gestion de crise cybernétique
- Mise en place de plateforme MOOC pour les lycéens sur les sujets sécurité numérique.



## 02

### Plateformes et eServices

---

- Déploiement d'une trentaine de nouveaux eServices, incluant des eServices dédiés pour la Diaspora
- Mise en place d'un nouveau eService pour le renouvellement en ligne des passeports en relation avec le MISP, le MAE et la DEI
- Généralisation de l'utilisation du SIGRH pour les Forces armées
- Initialisation de nouveaux projets en matière de plateformes stratégiques (eProcurement, eFoncier, Afrodescendants)
- Intégration des premiers membres de type entreprises privées à la Plateforme National d'interopérabilité (PNI)
- Hackathon IA multimodal ayant réuni près de 2000 développeurs dans le monde
- Adhésion au PGO (Open Government partnership) et poursuite des activités pour la préparation à l'Open Data.



## 03

### Appui stratégique et opérationnel aux sectoriels dans le cadre de la mise en place de nouveaux SI ou de leur exploitation

---

L'ASIN à travers ses équipes, appuie et accompagne les structures pour :

- l'élaboration de documents cadre
- les hébergements et publications d'Intranet (SharePoint), sites web et applications web
- l'administration et l'utilisation de la messagerie et de l'annuaire d'entreprise
- l'appui et le conseil sur les termes de référence d'acquisition de matériels IT
- l'assistance dans la mise en exploitation ou la généralisation de nouvelles solutions
- l'audit des réseaux locaux et systèmes d'information et le renforcement de capacités.

Un catalogue de services ASIN est également en développement. Il aidera à industrialiser l'offre d'accompagnement envers les sectoriels puis planifier en fonction des besoins et des capacités.

- Accompagnement de nouveaux partenaires publics CDCB, MCVT, Conseil économique et social, Agence Benin Tourisme, SIGE, APIEx dans leurs projets de transformation digitale
- Vulgarisation de l'approche de gestion de projets appelée ASIN Delivery Method à l'attention des sectoriels et ainsi que le secteur privé avec l'appui financier de la GIZ
- Vulgarisation des Termes de référence type vers les sectoriels
- Accompagnement de plusieurs ministères (MEMP, MESTFP, MESRS) pour leurs élections professionnelles via le vote électronique
- Accélération du déploiement de la solution de gestion électronique des courriers (GEC) dans 14 mairies et 7 préfectures
- Poursuite des activités de traitement de fonds documentaire et Système d'archivage électronique au sein de l'ASIN et du MND
- Intégration de la PNPE aux SI de SGDS et ANAGEM.



## 04

### Aménagement numérique du territoire

---

- Mise en place des services mobiles dans la Pendjari
- Développement de services de connectivité par satellite dans 8 structures administratives
- Mise en place réseaux d'accès local au profit des mairies de Cotonou et Porto Novo
- Certification en ICDL de plus de 400 cadres et personnels de l'éducation
- Réalisation de 5 points numériques communautaires avec connectivité par satellite appelés cases numériques et 2 de nouvelles salles numériques.





## 05

### Autres (Gouvernance, conventions et partenariats)

- Mise en place d'un comité de sécurité et d'un comité des affaires juridiques
- Renforcement du dispositif interne de mise en conformité APDP
- Mise en place d'un nouveau dispositif de conformité au cadre Interopérabilité
- Diverses missions d'audit interne réalisées sans observations majeures par le BAI, la Cour des comptes, l'IGN et le cabinet d'audit externe
- Signature de divers partenariats avec notamment l'Agence de développement du Digital (ADD) du Maroc
- Mise en place du contrat avec l'assistance technique recruté avec la KFW pour le projet PRSCG 2
- Signature d'une convention avec Lux Dev pour le financement des projets du programme LuxDev au bénéfice de l'ASIN, du MASM, du FNM, du FNDA et de l'ANSSFD
- Signature d'un protocole d'accord avec Google Cloud pour un accompagnement sur la résilience des infrastructures numériques, le développement de chat bot, le développement de compétences numériques et l'accompagnement de l'ASIN dans les grands événements internationaux auxquels participe Google Cloud et Liquid C2.



## 06

### Accompagnement des structures publiques et privées dans le cadre du pôle cybersécurité

Le bjCSIRT est l'équipe nationale de réponse aux incidents de sécurité informatique du Bénin, sous l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique, jouant un rôle central dans la protection des infrastructures numériques critiques du Bénin.



Pour rappel, les domaines d'activités du bjCSIRT sont :

- la sécurisation du cyberspace ;
- la veille de sécurité informatique ;
- le renforcement des capacités / training ;
- la sensibilisation des usagers du cyberspace ;
- la réponse aux incidents de sécurité informatique ;
- le développement et maintenance d'outils / systèmes et la coopération internationale entre CERT.

### Evolution des activités de sécurisation du cyberspace béninois

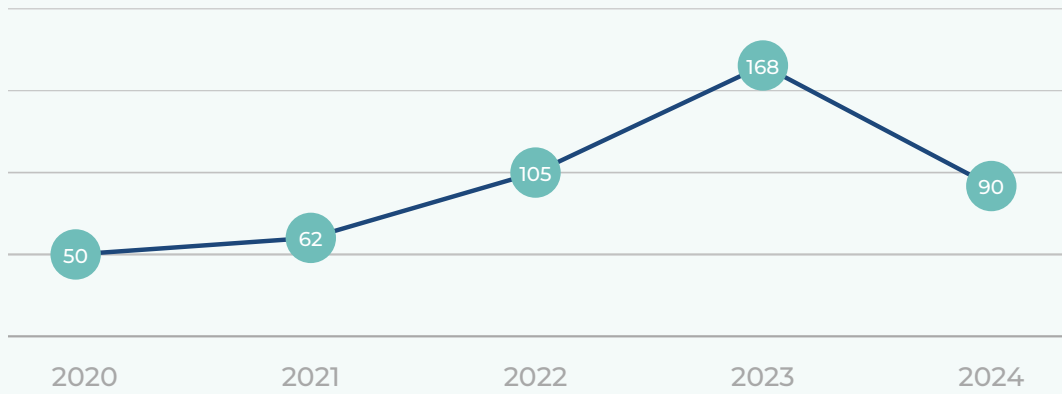


Figure 1 : Évolution des activités de sécurisation du cyberspace

La baisse d'activités observée résulte d'une diminution des capacités de détection des vulnérabilités de l'équipe bjCSIRT, due à la réduction de son personnel et aux retards accusés dans les recrutements récents suite au transfert de certaines ressources vers le Centre national des investigations numériques en cours d'opérationnalisation.

### Activités relatives à la sécurisation du cyberspace béninois 2024

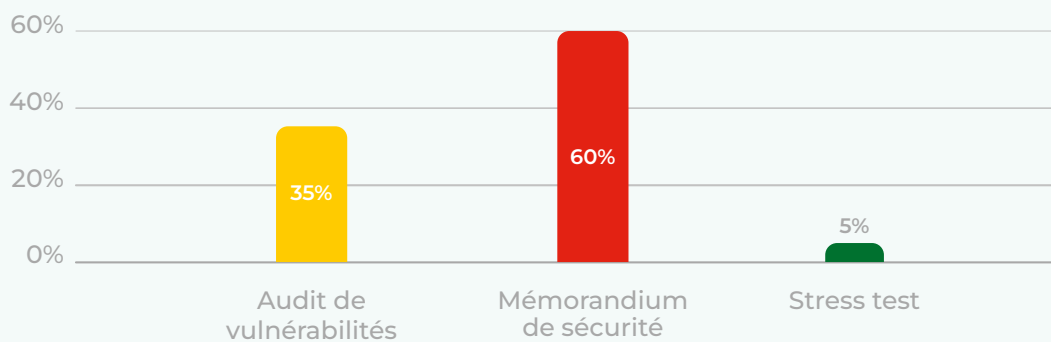


Figure 2 : Activités relatives à la sécurisation du cyberspace

### Evolution des activités de réponse aux incidents de sécurité

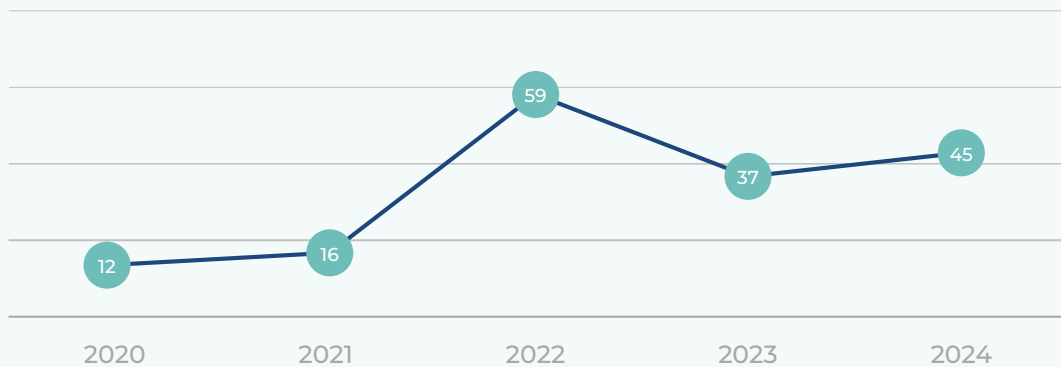


Figure 3 : Évolution des activités de réponses aux incidents de sécurité

### Evolution des bulletins d'alerte

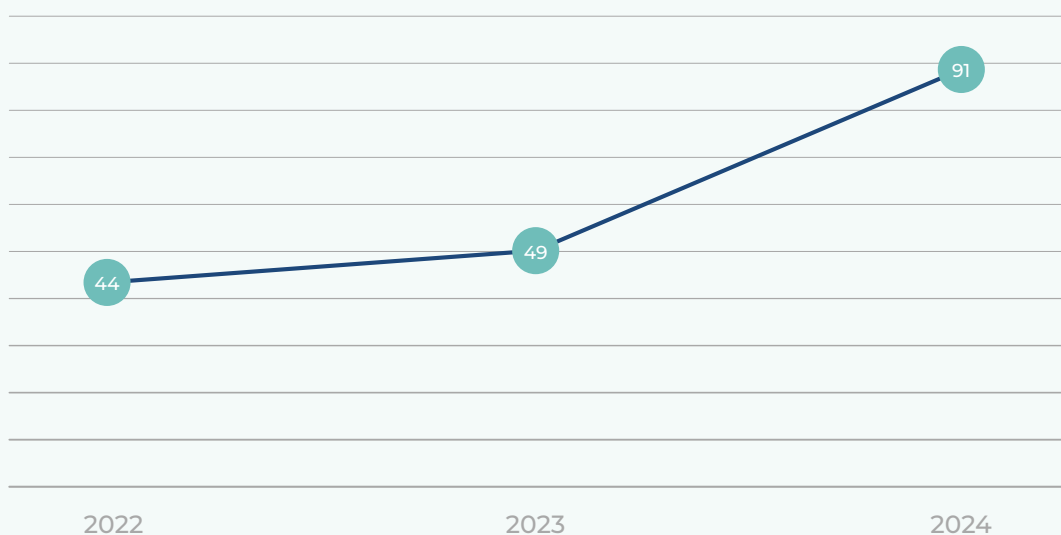
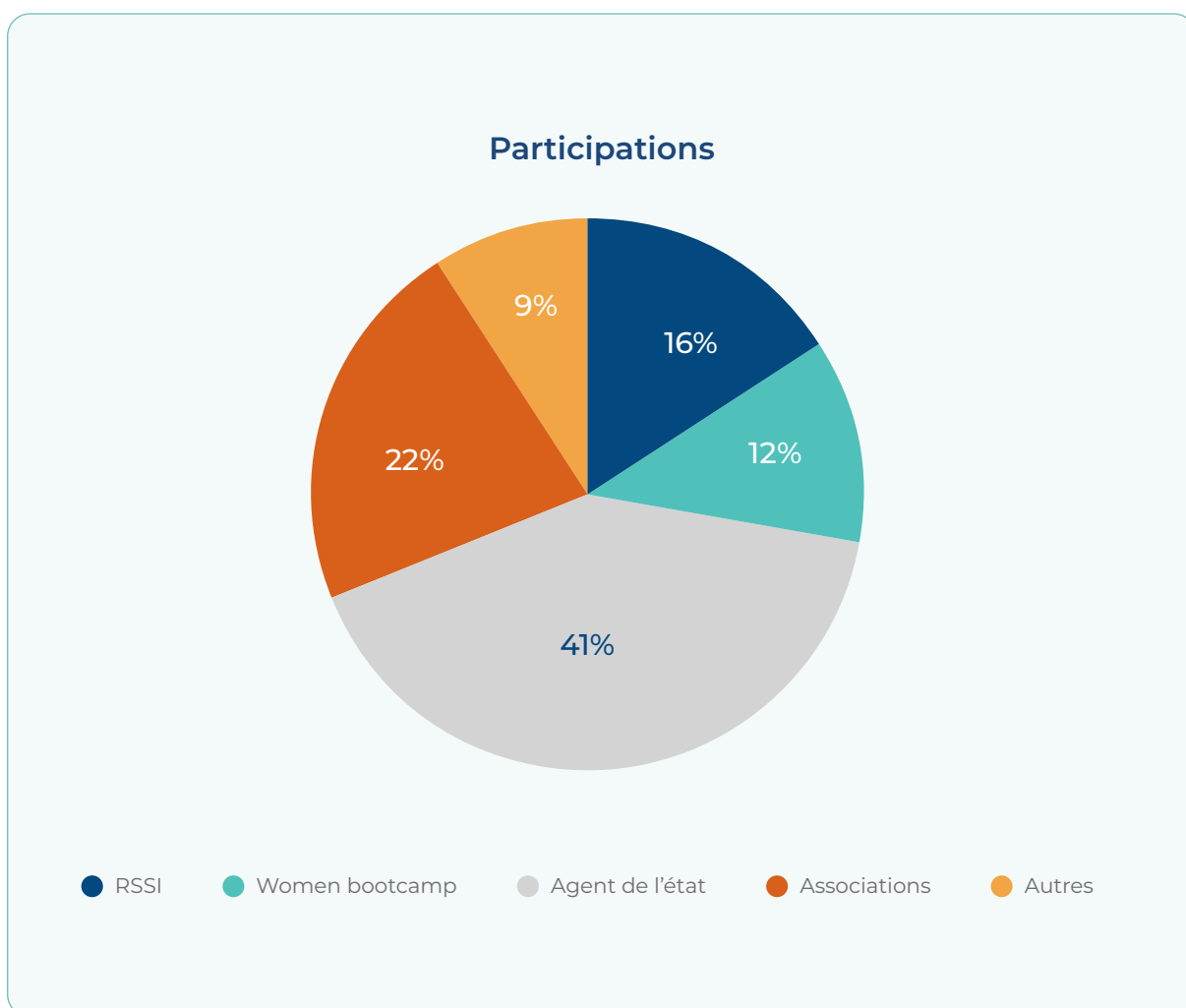


Figure 4 : Évolution des bulletins d'alerte

Le service Cyber Compétence est le service en charge du développement des compétences et de la culture de la sécurité numérique suivant l'axe 3 de la Stratégie Nationale de Sécurité Numérique (SNSN).

ÉLÉMENTS	VALEURS CIBLES	VALEURS RÉALISÉES
Nombre d'écoles	5	8
Nombre de villes	3	4
Nombre de médias	10	5
Nombre d'abonnés sur tiktok	50,000	46,200
Nombre de formations à effectuer	24	18
Nombre de personnes formées	528	374



**Figure 5 : Proportion des participations**

### Evolution des formations du cyberrange

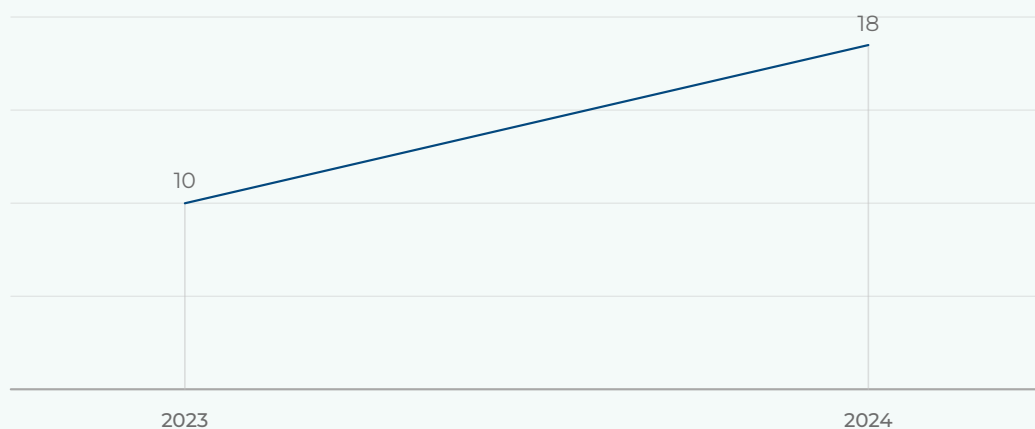


Figure 6 : Évolution des formations au cyberrange

### Personnes formées

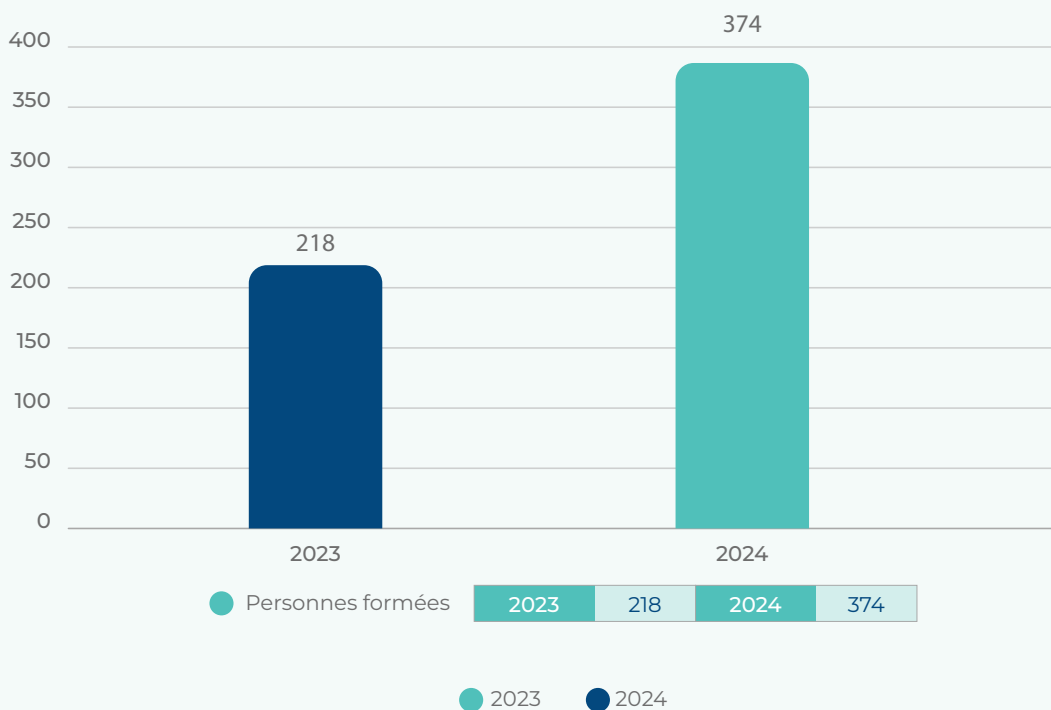


Figure 7 : Nombre de personnes formées entre 2023 et 2024

Le service CHIFFRE est chargé d'assurer la sécurisation des informations sensibles de l'État et d'apporter un appui à la commission cryptologie.

ACTIVITÉS	RÉSULTATS ATTENDUS	INDICATEURS
Formation des autorités politico-administratives à l'utilisation de "WEMAN"	Trente (30) VIP sont formés à l'utilisation de l'application de messagerie instantanée et sécurisée « WEMAN »	30 VIP formés
Organisation de trois (03) ateliers de formation des autorités politico administratives	Trois (03) ateliers sont organisés au profit de <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présidence de la République</li> <li>• CENA</li> <li>• COUR CONSTITUTIONNELLE</li> </ul>	03 ateliers de formations sont organisés
Organisation d'un atelier de vulgarisation des textes réglementaires de la Commission Cryptologie	Les textes réglementaires sont adoptés	Vulgarisation des textes réglementaires de la Commission Cryptologie
Renouvellement de licences des solutions du service Chiffre	Abonnement des adresses IP	Renouvellement de l'abonnement

**Tableau 2 : Bilan de réalisation des objectifs du service CHIFFRE**

Les domaines d'activités du LIN sont transférés au Centre National d'Investigations Numériques (CNIN).

## SYNTHESE FINANCIERE

Pour atteindre les performances fixées pour 2024, les ressources mobilisées concernent exclusivement celles allouées par le budget national. Elles sont évaluées globalement à

**14 681 782 763 FCFA** et réparties suivant le tableau présenté ci-dessous :

SOURCE DE FINANCEMENT	RELIQUAT AU 01/01/2024	RESSOURCES À ALLOUER 2024 (R)	PRÉVISION 2024	MOBILISATION EFFECTIVE 31/12/2024 (M)	TM (M/R)
Budget national Convention MND	3,319,659,196	5,650,495,187	8,970,154,383	4,172,253,889	74%
Budget national Convention MESRS	942,632,313	1,006,445,000	1,949,077,313	1,006,445,000	100%
Aménagement Numérique du Territoire (ANT)	917,079,601	0	917,079,601	0	
Services Universels (SU)/Projets	3,789,438,714	2,327,974,000	6,117,412,714	778,740,000	33%
PTF (Don KfW)	0	2,388,571,000	2,388,571,000	396,828,377	17%
Appui MTN / Projet VSN	0	0	0	2,000,000	
Sous-total Ressources projets (I)	8,968,809,824	11,373,485,187	20,342,295,011	6,356,267,266	56%

Budget national Fonctionnement	0	4,255,123,575	4,255,123,575	4,081,818,389	96%
Services Universels (SU)/Fonctionnement	1,000,000,000	0	1,000,000,000	0	
Sous-total Ressources fonctionnement (II)	1,000,000,000	4,255,123,575	5,255,123,575	4,081,818,389	96%
Services Universels (SU)	3,992,903	0	0	1,913,929,561	
Aménagement Numérique du Territoire (ANT)	2,254,499,246	0	0	1,335,305,622	
PTF (LuxDev)	0	0	0	992,835,525	
Recettes prestations des ex-Agences ANSSI et ASSI	72,157,050	0	0	1,626,400	
Budget national Fonctionnement (pour solde des engagements non réglés)	364,103,278	0	0	0	
Ressources disponibles sur les cartes électroniques	12,379,882	0	0	0	
Ressources 2024 mobilisées et non affectées (III)	2,707,132,359	0	0	4,243,697,108	
<b>TOTAL (I)+(II)+(III)</b>	<b>12,675,942,183</b>	<b>15,628,608,762</b>	<b>25,597,418,586</b>	<b>14,681,782,763</b>	<b>94%</b>

**Tableau 3 : Mobilisation des ressources par source de financement**

#### Commentaire

Le taux de mobilisation globale des ressources passe de 73% en 2023 à 94% au titre de 2024, soit 56% pour les projets et de 96% pour le fonctionnement de l'Agence.

Les ressources mobilisées s'élèvent à **14 681 782 763 FCFA** réparties ainsi qu'il suit :



L'exécution des ressources projets mobilisées à fin 2024 est présentée dans le tableau ci-dessous :

N° d'ordre	Désignation	Exécution globale des projets au 31/12/2024				
		Ressources initiales	Montant mobilisé (b)	Total Ressources disposées (c)=(a)+(b)	Montant décaissé (d)	% Réalisation (d)/(c)
1	Gestion des ressources 2022	16,095,106,086	6,370,173,049	22,465,279,135	5,087,851,278	23%
2	Gestion des ressources 2023	8,884,659,607	6,471,670,865	15,356,330,472	6,379,535,293	42%
3	Gestion des ressources 2024	8,968,809,826	6,356,267,266	15,325,077,092	6,407,967,422	42%
<b>CUMUL</b>		16,095,106,086	19,198,111,180	35,293,217,266	17,875,353,993	51%

**Tableau 4 :** Synthèse de l'exécution cumulée des ressources projets mobilisées

#### Commentaire

Sur la base des reliquats et ressources projets mobilisés au cours des trois années d'exercice, l'ASIN a décaissé un montant total de **FCFA 17 875 353 993** soit un taux d'exécution global de 51%.

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. CONTEXTE DE PRÉPARATION DU BUDGET

Par décret n° 2022 - 324 du 1er juin 2022, l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN) a été créée. Le budget annuel a été approuvé en décembre 2024 par le CA ainsi qu'un plan de passation de marchés publics publié en février 2023.

## 1.2. RAPPEL DU MANDAT DE L'AGENCE

L'ASIN a pour mission la mise en œuvre opérationnelle des projets relatifs au secteur du numérique.

A ce titre, elle est chargée de :

- ▶ assurer la planification, l'exécution et l'assistance aux ministères sectoriels dans l'exécution des projets de développement des infrastructures numériques, des plateformes de services, des systèmes d'information sécurisés ;
- ▶ suivre l'exécution des plans et des programmes relatifs à la sécurité des systèmes d'information et des réseaux dans les secteurs public et privé ;
- ▶ conduire les projets de mise en place des socles infrastructurels et plateformes transversales à toute l'administration publique, et assurer leur gestion ;
- ▶ s'assurer de l'hébergement, du contrôle et de l'accès sécurisé aux données et informations critiques de l'État et des organismes d'importance vitale ;
- ▶ définir et s'assurer de la mise en œuvre des actions de gestion du changement relatifs à l'exécution des schémas directeurs sectoriels ;
- ▶ contribuer à l'aménagement numérique du territoire national et à la réalisation de l'accès/service universel ;
- ▶ contribuer à la veille technologique et à l'innovation dans le secteur du numérique ;
- ▶ contribuer à l'élaboration des textes légaux et réglementaires.

Les niveaux d'exécution des projets de l'Agence se présentent comme suit :

PROGRAMMES OU PROJETS ET GESTION DE L'AGENCE	Réalisations 2023 (R)	Prévision 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	TEF
Déploiement Internet Haut et Très Haut Débit sur tout le territoire national (phase 2)	346,530,933	2,073,604,101	287,571,178	14%
Budget National_ DIHTHD	73,639,996	1,300,430,160	163,563,486	13%
Ressources SU_ DIHTHD	272,890,937	773,173,941	124,007,692	16%
Développement des usages et de la confiance numérique (Volet usages)	1,993,196,138	6,825,505,136	2,076,774,999	30%

PROGRAMMES OU PROJETS ET GESTION DE L'AGENCE	Réalisations 2023 (R)	Prévision 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	TEF
Budget National_ DUCN/VU	672,306,668	1,224,148,390	364,111,115	30%
Ressources MESRS_ DUCN/VU	543,418,102	1,949,077,313	1,143,241,201	59%
Ressources ANT_ DUCN/VU	0	137,555,928	105,882,054	77%
Ressources SU_ DUCN/VU	777,471,368	3,514,723,505	463,540,629	13%
Projet SMART GOUV (phase 2)	2,604,847,319	5,213,322,599	2,352,997,296	45%
Budget National SMART GOUV	2,405,267,037	4,780,625,018	2,306,004,335	48%
Ressources SU_SMART GOUV	0	194,800,000	2,565,000	1%
Ressources ANT_SMART GOUV	199,580,282	237,897,581	44,427,961	19%
Projet Développement des usages et de la confiance numérique (Volet sécurité numérique)	503,574,901	1,720,263,220	662,834,423	39%
Budget National_ DUCN/VSN	363,052,566	1,190,346,469	565,091,551	47%
Ressources ANT_ DUCN/VSN	140,522,335	497,916,751	92,235,309	19%
Ressources SU_ DUCN/VSN		32,000,000	5,507,563	17%
Projet Transformation Numérique des Collectivités Locales	931,386,002	4,509,599,955	1,027,789,526	23%
Budget National_ TNCL	794,451,908	474,604,346	245,191,074	52%
Ressources ANT_ TNCL	0	43,709,341	36,558,836	84%
Ressources SU_ TNCL	136,934,094	1,602,715,268	349,211,239	22%
PTF (KFW)_ TNCL	0	2,388,571,000	396,828,377	17%
Total des projets et programmes	6,379,535,293	20,342,295,011	6,407,967,422	32%

Tableau 5 : Présentation synthétique de l'état de mise en œuvre des projets au 31 décembre 2024

### Commentaire

Le TEF global des projets est de 32% par rapport aux prévisions budgétaires. Il s'explique par le retard dans les procédures de passation des marchés de manière générale.

# 2. POINT D'EXÉCUTION DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL ET DU PLAN ANNUEL DE PERFORMANCE

## 2.1. POINT D'EXÉCUTION DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

La trajectoire estimée lors de la préparation du PTA a été réajustée pour que les activités non terminées en 2023 puissent être poursuivies en 2024.

Les objectifs ont été définis sur la base de la planification du PTA 2024.

Le TEP à la fin d'année 2024 est de 63% par rapport à un attendu de 70%.

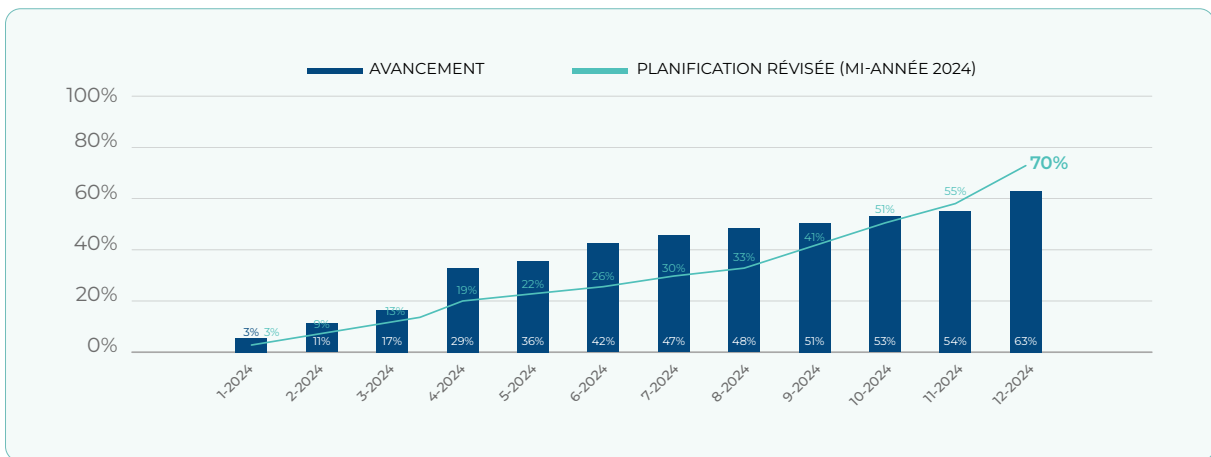


Figure 8 : Projection du TEP par mois

## 2.2. POINT D'EXÉCUTION DU PLAN ANNUEL DE PERFORMANCE

Le retard constaté sur l'exécution du PTA 2024 impacte la réalisation des objectifs. Au 31 décembre 2024, 20 objectifs sont atteints sur les 30 prévus.

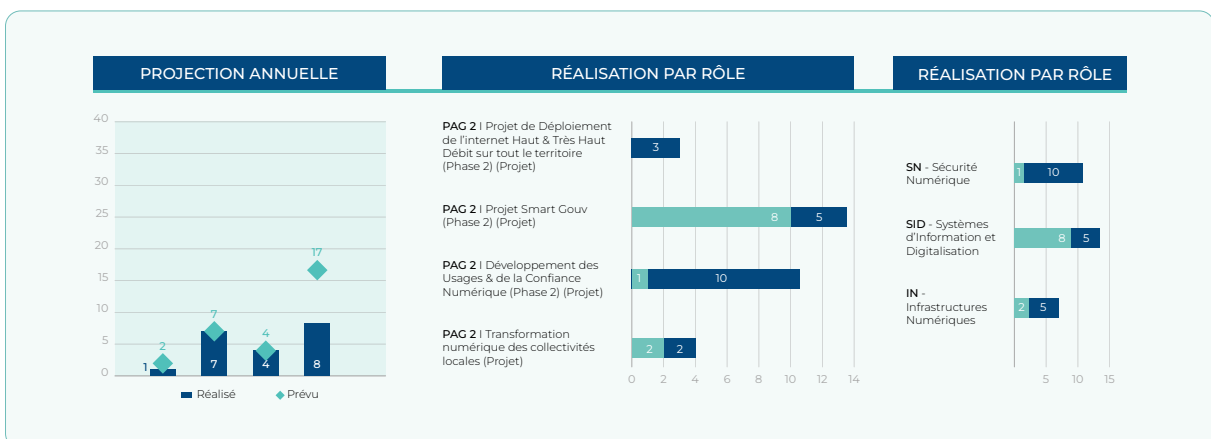


Figure 9 : Synthèse du plan de performance

Un réajustement a été fait au 4ème trimestre 2024 pour déplacer l'échéance finale de certains des indicateurs vers 2025 afin de refléter l'avancement des activités du PTA.

# 3. EXÉCUTION FINANCIÈRE DU BUDGET AU 31 DÉCEMBRE 2024

## 3.1. MOBILISATION DES RESSOURCES PROJETS

SOURCE DE FINANCEMENT	Déploiement Internet Haut et Très Haut Débit	Développement des usages et de la confiance numérique (Volet usages)	Projet SMART GOUV (phase 2)	Développement des usages et de la confiance numérique (Volet sécurité numérique)	Transformation Numérique des Collectivités Locales	Total
Budget National (BN)/MND	142,500,000	809,036,400	3,991,270,187	707,688,600	-	5,650,495,187
Service Universel (SU)	605,000,000	1,397,324,000	194,800,000	32,000,000	98,850,000	2,327,974,000
Partenaires Techniques et Financiers (KFW)	-	-	-	-	2,388,571,000	2,388,571,000
Ressources (BN)/MESRS	-	1,006,445,000	-	-	-	1,006,445,000
Total Ressources 2024 à allouer [1]	747,500,000	3,212,805,400	4,186,070,187	739,688,600	2,487,421,000	11,373,485,187
Report crédit au 01/01/2024 [2]	1,326,104,101	3,612,699,736	1,027,252,483	980,574,549	2,022,178,955	8,968,809,824
Budget National (BN)/MND	1,157,930,160	415,111,990	789,354,831	482,657,869	474,604,346	3,319,659,196
Service Universel (SU)	168,173,941	2,117,399,505	-	-	1,503,865,268	3,789,438,714
Ressources BN/ MESRS	-	942,632,311	-	-	-	942,632,311
Aménagement Numérique du Territoire (ANT)	-	137,555,930	237,897,652	497,916,680	43,709,341	917,079,603
Budget 2024 [1] + [2]	2,073,604,101	6,825,505,136	5,213,322,670	1,720,263,149	4,509,599,955	20,342,295,011
Mobilisation effective au 31/12/2024 [3]	506,875,000	1,907,397,300	2,930,400,139	564,766,450	446,828,377	6,356,267,266
Budget National (BN)/MND	106,875,000	606,777,300	2,927,835,139	530,766,450	-	4,172,253,889

SOURCE DE FINANCEMENT	Déploiement Internet Haut et Très Haut Débit	Développement des usages et de la confiance numérique (Volet usages)	Projet SMART GOUV (phase 2)	Développement des usages et de la confiance numérique (Volet sécurité numérique)	Transformation Numérique des Collectivités Locales	Total
Service Universel (SU)	400,000,000	294,175,000	2,565,000	32,000,000	50,000,000	778,740,000
Appui MTN	-	-	-	2,000,000	-	
Partenaires Techniques et Financiers (KFW)	-	-	-	-	396,828,377	396,828,377
Ressources BN/ MESRS	-	1,006,445,000	-	-	-	1,006,445,000
Taux de mobilisation [1] / [3]	68%	59%	70%	76%	18%	56%
Total ressources disposées [2] + [3]	1,832,979,101	5,520,097,036	3,957,652,622	1,545,340,999	2,469,007,332	15,325,077,090

**Tableau 6 : Mobilisation des ressources projets**

#### Commentaire

Le montant du report de trésorerie de 2023 vers 2024 s'élève à FCFA 8 968 809 824. Le budget alloué aux projets au titre de l'exercice 2024 se chiffre à FCFA 20 342 295 011. Le taux de mobilisation globale des ressources liées aux projets est de 56% soit un montant total de FCFA 6 356 267 266.

## 3.2. EXÉCUTION GLOBALE DU BUDGET AU 31 DÉCEMBRE 2024

Éléments	Réalisations 2023	Prévisions 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	% (R/P)
Projets et opérations pour compte de l'État	6,379,535,293	20,342,295,011	6,407,967,422	32%
Investissement Agence (1)	124,023,192	288,356,840	117,770,772	41%
Fonctionnement Agence (2)	4,322,530,769	4,966,766,735	4,336,233,341	87%
Sous-total Gestion de l'Agence (1)+(2)	4,446,553,961	5,255,123,575	4,454,004,113	85%
TOTAL	10,826,089,254	25,597,418,586	10,861,971,535	42%

**Tableau 7 : Exécution globale**

### Commentaire

Le taux global d'exécution du budget est de 42% contre 45% en 2023.  
Le TEF des projets est de 32% alors que celui de la gestion de l'Agence est de 85%.  
Ces différents taux sont détaillés dans les tableaux suivants.

## 3.3. EXÉCUTION FINANCIÈRE DES CRÉDITS DÉLÉGUÉS (BUDGET DES PROJETS POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT)

Projet ou Action	Réalisations 2023	Prévisions 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	(R)/(P)
Action 1 : Infrastructures et Usages numériques	2,339,727,071	8,899,109,237	2,364,346,177	27%
Déploiement Internet Haut et Très Haut Débit sur tout le territoire national (phase 2)	346,530,933	2,073,604,101	287,571,178	14%
Développement des usages et de la confiance numérique (Volet usages)	1,993,196,138	6,825,505,136	2,076,774,999	30%
Action 2 : Dématérialisation et Sécurité des systèmes d'informations	3,108,422,220	6,933,585,819	3,015,831,719	43%
Projet SMART GOUV (phase 2)	2,604,847,319	5,213,322,599	2,352,997,296	45%
Projet Développement des usages et de la confiance numérique (Volet sécurité numérique)	503,574,901	1,720,263,220	662,834,423	39%
Action 3 : Transformation numérique des collectivités locales	931,386,002	4,509,599,955	1,027,789,526	23%
Projet Transformation Numérique des Collectivités Locales	931,386,002	4,509,599,955	1,027,789,526	23%
<b>Total activités projets</b>	<b>6,379,535,293</b>	<b>20,342,295,011</b>	<b>6,407,967,422</b>	<b>32%</b>

**Tableau 8 : Point d'exécution des projets**

### Commentaire

Le TEF global des projets au 31 décembre 2024 est de 32%.  
L'annexe 4 donne le détail de l'exécution par projet.

### 3.4. EXÉCUTION DU BUDGET DES INVESTISSEMENTS

Éléments	Réalisations 2023	Prévisions 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	(R)/(P)
Logiciel et licences	2,295,076	16,700,000	0	0%
Bâtiments, installations techniques et agencements	0	40,125,000	22,529,342	56%
Matériel de bureau	6,716,737	14,831,840	4,658,481	31%
Matériel informatique	54,011,379	78,000,000	28,774,549	37%
Mobilier de bureau	0	61,300,000	11,658,400	19%
Matériel automobile	61,000,000	77,400,000	50,150,000	65%
<b>Total des immobilisations</b>	<b>124,023,192</b>	<b>288,356,840</b>	<b>117,770,772</b>	<b>41%</b>

**Tableau 9 : Point d'exécution du budget des investissements**

**Commentaire** Le projet de déménagement prévu fin 2023 est reporté.

### 3.5. EXÉCUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Éléments	Notes	Réalisations 2023	Prévisions 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	(R)/(P)
Autres achats	1	184,177,391	161,874,293	89,029,529	55%
Transport		23,614,609	32,533,888	32,514,146	100%
Services extérieurs		576,076,268	630,413,734	530,273,279	84%
Autres Services extérieurs	2	286,956,212	258,682,806	117,769,476	46%
Impôts et taxes		42,817	133,480,000	118,374,537	89%
Autres charges	3	4,705,918	6,000,000	7,058,830	118%
Charges de personnel		3,246,957,554	3,743,782,014	3,441,213,544	92%
<b>Charges de Fonctionnement</b>		<b>4,322,530,769</b>	<b>4,966,766,735</b>	<b>4,336,233,341</b>	<b>87%</b>

**Tableau 10 : Point d'exécution du budget de fonctionnement**

**Commentaire** Un taux d'exécution du budget de fonctionnement de 87%.

**Note 1 : Autres achats**

Intitulés	Prévisions 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	Ecart (R)-(P)	% Réalisation
Achat Carburant pour véhicule de pool	24,998,000	26,450,000	1,452,000	106%
Fourniture de bureau	52,349,668	10,487,358	-41,862,310	20%
Fournitures non stockables - Eau	1,893,278	2,392,317	499,039	126%
Fournitures non stockables - Electricité	70,000,000	48,501,798	-21,498,202	69%
Achat de petits matériels et outillages	8,633,346	731,920	-7,901,426	8%
Achats d'études et prestations de services	4,000,000	466,136	-3,533,864	12%
<b>Total Autres achats</b>	<b>161,874,293</b>	<b>89,029,529</b>	<b>-72,844,764</b>	<b>55%</b>

**Commentaire**

Il est à noter un dépassement du budget carburant et eau couvert par les autres rubriques du poste « Autres achats ».

**Note 2 : Autres services extérieurs**

Intitulés	Prévisions 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	Ecart (R)-(P)	% Réalisation
Frais sur instruments monnaie électronique	1,812,378	48,086	-1,764,292	3%
Autres frais bancaires	39,930	10,500	-29,430	26%
Honoraires CAC	30,680,000	30,680,000	0	100%
Honoraires Auditeur externe	10,620,000	0	-10,620,000	0%
Honoraires des études pour la construction du siège de l'ASIN	11,328,000	0	-11,328,000	0%
Actualisation du manuel de procédures administratives, financières et comptables	4,720,000	0	-4,720,000	0%
Recrutement d'un consultant pour la mise en place d'une politique RH de l'ASIN	11,383,051	0	-11,383,051	0%
Honoraires Expert RH	1,000,000	0	-1,000,000	0%
Honoraires Audit Qualité Santé	0	2,360,000	2,360,000	

Intitulés	Prévisions 2024 (P)	Réalisations 2024 (R)	Ecart (R)-(P)	% Réalisation
Honoraires consultant pour la mise en place du pilotage de la direction de l'audit interne	12,500,000	0	-12,500,000	0%
Honoraires Consultants juridiques 2025 (pour accomplir cette mission en collaboration avec l'équipe du pôle Sécurité Numérique de l'ASIN)	12,500,000	1,942,554	-10,557,446	16%
Divers frais (perdiem journalistes)	300,000	300,000	0	100%
Frais de formation du personnel	60,950,000	30,791,594	-30,158,406	51%
Redevances pour logiciels CCMEN	2,150,000	1,289,505	-860,495	60%
Frais de déménagement	6,620,000	0	-6,620,000	0%
Réceptions	25,000,000	13,245,526	-11,754,474	53%
Missions	63,604,974	35,370,072	-28,234,902	56%
Charges externes diverses	3,474,473	1,731,639	-1,742,834	50%
<b>Total Autres services extérieurs</b>	<b>258,682,806</b>	<b>117,769,476</b>	<b>-140,913,330</b>	<b>46%</b>

### Commentaire

Les activités à taux 0 ont été reportées sur l'exercice 2025.

Ce dépassement se justifie par la prise en compte de la provision des indemnités de fonction non perçues par le PCA ASIN.

# 4. POINT D'EXÉCUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHÉS

Trente-et-un (31) projets d'activités initiés en 2023 se sont poursuivis en 2024 et soixante-cinq (65) nouveaux projets d'activités ont été introduits au nouveau PPMP de 2024.

Le nouveau Plan de Passation de 2024 à la 1ère publication, le 01 mars 2024, quatre-vingt-seize (96) projets dont soixante-cinq (65) nouveaux projets. Ce plan, révisé suivant les dispositions réglementaires, comprenait en fin décembre 2024, cent trente-deux (132) projet pour un montant total de vingt-six milliards deux cent soixante-dix-huit millions trois cent dix-huit mille six cent cinquante-neuf (26 278 318 659) francs CFA.

Le cumul de projets conduits par la PRMP pour cette année 2024 fait donc un total de cent quarante-deux (142) projets de marché dont dix (10) dossiers Secret Défense (SD).

Type	Prévisions		Réalizations 1		
	Nombre	Montant	Nombre	%	Montant
Marchés de travaux	02	309,000,000	02	100%	182,938,409
Marchés de fournitures ou de services	15	4,402,033,000	12	86%	2,880,392,705
Marchés de prestations intellectuelles	14	393,143,000	10	71%	178,645,522
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>5 104 176 000</b>	<b>29</b>	<b>93%</b>	<b>3 241 976 636</b>

**Tableau 11 : Synthèse des projets initiés en 2023 et poursuivis en 2024**

Prévision	Achevé	Contrôle	Publication	Non lancé
31	23	02	03	032
100%	74%	6%	10%	10%

**Tableau 12 : Exécution des projets initiés en 2023 et finalisés en 2024**

Type	Prévisions			Réalizations 3		
	Nombre	%	Montant	Nombre	%	Montant
Marchés de travaux	14	13%	7,387,733,350	4	14%	327,313,540
Marchés de fournitures ou de services	64	63%	11,901,354,312	26	83%	7,990,328,132

Type	Prévisions			Réalizations 3		
	Nombre	%	Montant	Nombre	%	Montant
Marchés de prestations intellectuelles	24	24%	948,877,445	1	3%	50,000,000
Total	102	100%	20,237,965,107	32	100%	8,367,641,672

**Tableau 13 : Synthèse des nouveaux projets conduits en 2024**

Le détail de l'exécution est résumé dans les tableaux suivants :

PRÉVISION	ACHEVÉ	CONTRÔLE	PUBLICATION	NON LANCÉ
102	32	06	35	29
100%	32%	6%	34%	28%

**Tableau 14 : Exécution des nouveaux projets du PPM 2024**

PRÉVISION	ACHEVÉ	CONTRÔLE	PUBLICATION	NON LANCÉ
143	63	08	40	32
100%	45%	5%	28%	22%

**Tableau 15 : Exécution consolidée des projets conduits en 2024**

#### Commentaire

Les réalisations sont les marchés passés et dont les contrats ont été approuvés, notifiés et exécutés ou en cours d'exécution à la fin de l'année 2024.

Au total cent trente-trois (133) projets ont été inscrit au PPMP de l'année 2024 de l'ASIN et dix pour les secret-défense :

- ▶ 45% ont été entièrement achevés à fin décembre (réalisés) dont 08 marchés Secret Défense;
- ▶ 48% sont en cours de passation (en phase de publication ou au contrôle pour avis) ;
- ▶ 32% non lancés, parmi lesquels ceux qui sont à relancer et ceux élaborés et prêts à être lancés en 2024 et ceux qui ont été supprimés ou gelés.

Un point détaillé d'exécution du PPMP est présenté en annexe 3 du présent rapport.

## POINT D'ATTENTION

L'ASIN a sollicité au cours de cette année 2024, l'arbitrage de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) pour deux (02) demandes d'intervention pour la levée des réserves de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) sur des rapports d'analyses et d'évaluation d'offres. Ces différentes sollicitations ont eu des réponses favorables de l'ARMP, ce qui a permis à ces procédures d'évoluer et d'aboutir à des contrats.

L'ASIN a aussi été invitée à une séance d'audition dans le cadre d'une auto-saisine à la suite d'une dénonciation en contestation de POLYCONSEIL, de la procédure d'attribution du marché relatif au choix du Consultant pour l'Assistance Technique dans le cadre de l'accompagnement du Programme de Renforcement des Structures Centrales de Gouvernances, 2ème Phase (PRSCG.2). Cette procédure a été faite suivant les procédures réglementaires de KfW.

# 5. POINT DES ACTIVITES DE LA CELLULE JURIDIQUE

## 5.1. SÉCURITÉ JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE DES PROJETS DE L'ASIN

De manière non exhaustive, la cellule juridique a accompagné les équipes opérationnelles dans le cadre de l'exécution des projets majeurs.

- **Plateforme Nationale de Paiement électronique (PNPE)** - mise en production technique
  - Note sur la nouvelle réglementation bancaire et les exigences réglementaires sur l'activité de prestation de service de paiement exercée par la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)
  - Appui à la DGTCP pour l'examen des contrats de services entre le Trésor et les fournisseurs de service en ligne
  - Appui à la mise en conformité de la DGTCP au régime de protection des données à caractère personnel pour l'exploitation de la plateforme.
- **OPEN DATA**
  - Élaboration des projets de textes d'application du projet de loi d'accès du public à l'information.
- **eProcurement**
  - Élaboration et validation des projets de textes qui réglementent le e-procurement au Bénin par un comité ad'hoc dans lequel l'ASIN est représentée
- **Politique de Protection des Infrastructures d'Information critique (PPIIC)**
  - Contribution aux travaux d'adoption de la politique en conseil des ministres
- **Fournisseurs de Services de Sécurité Numérique (FSSN)**
  - Arrêté fixant les conditions de qualification et les règles applicables aux Fournisseurs de Services de Sécurité Numérique
- **Identification numérique (eID)**
  - Démarrage des travaux de l'Étude juridique pour l'élaboration du cadre juridique de l'identité électronique en république du Bénin
  - Participation à la validation par le comité de suivi du rapport de démarrage de l'étude
  - Examen et observations formulés sur les rapports de diagnostic juridique et technique, le rapport de benchmark livrés par le Cabinet Jones Day
- **Portail National des services publics (PNS)**
  - Mise en conformité contractuelle des structures intégrées au PNS (4)

- Signature de convention quadripartite avec OPEN SI, FEDAPAY et l'ASIN
- **Plateforme Nationale d'Interopérabilité (PNI XROAD)**
  - Mise en conformité contractuelle des structures participantes à XROAD
  - Mise en conformité contractuelle des structures privées autorisées par le Comité National d'Interopérabilité à intégrer la PNI
- **Divers partenariats et suivi des contrats hors marchés publics**
  - Convention de Délégation de fonds et de mise en oeuvre LUX DEV– ASIN: octroi par LuxDev d'une dotation financière en vue de la mise en oeuvre et l'atteinte des résultats de l'action intitulée : Sécurisation du cyberspace béninois et développement des usages numériques dans les secteurs de la finance inclusive et de la formation professionnelle ;
  - Élaboration des mémorandums d'entente (MoU) avec l'ASIN : (i) Ethio CERT (ii) LE CENTRE AFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENTY EQUITABLE (ACED) (iii) GOOGLE, (iv) KFW, (v) AFRICA CERT, (vi) XUXXEX GROUP SARL ;
  - Signature d'Accord de confidentialité (NDA) pour explorer des opportunités de partenariats avec (i) VISA (ii) ORBUS DIGITAL SOLUTIONS (iii) QUALITY CORPORATE (v) WDS NG TECHNOLOGY.

## 5.2. CONFORMITÉ DE L'ASIN AU RÉGIME DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES AU BÉNIN

- Élaboration et communication à l'APDP du Rapport annuel 2023 des traitements de données personnelles ;
- Plus de 75% du personnel formé et sensibilisé sur les enjeux à la protection des données à caractère personnel et le respect de la vie privée ;
- Au moins trente (30) autorisations reçues de l'APDP ;
- Deux contrôles de conformité au régime de protection des données personnelles réalisés à la Direction de l'Administration et des Fiances (DAF) et au Centre de Support (CDS) ;
- Deux comités de suivi de mise en conformité à la protection des données personnelles tenus ;
- Deux déclarations de traitements à l'APDP sur les applications WEMAN et le site du CDS ;
- Une déclaration d'incident de violation de données personnelles à l'APDP ;
- Deux procédures d'habilitation élaborées et validées sur (i) la passation de marchés de type SD et (ii) les Fournisseurs de Services de Confiance à intégrer sur la PKI ;
- Négociation d'une collaboration APDP-ASIN pour la délivrance du certificat de conformité à la sécurité ;
- Au moins deux (02) interventions externes réalisées (CDCB, FGI, etc.);
- Recrutement d'un prestataire pour exécuter l'Analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) des plateformes de l'ASIN ;

- Validation par le comité de suivi du délai de trois (3) ans pour la conservation des traces de connexion ;
- Une dizaine d'engagements de confidentialité régularisés ;
- Deux comités affaires juridiques tenus.

### 5.3. VEILLE JURIDIQUE

La veille juridique, processus de surveillance continue des évolutions de l'environnement juridique, constitue l'une des principales activités exécutées durant cette période. Cette veille a permis d'examiner l'actualité juridique du secteur tant au Bénin qu'à l'international.

En matière de protection des données à caractère personnel, la CNIL France a réitéré l'exigence d'une autorisation préalable pour la constitution de bases de données et a formulé des recommandations sur l'Open Data, en adoptant un double jeu de fiches destiné aux diffuseurs et aux ré-utilisateurs des données publiées sur internet. Le comité européen de la protection des données a publié une synthèse des cas concrets relatifs aux diligences des autorités de protection des données en Europe, visant à garantir une application uniformisée des Articles 32, 33 et 34 du RGPD concernant notamment l'adéquation des mesures de sécurité en cas de violation, ainsi que la notification obligatoire à l'Autorité et non systématique aux personnes concernées en cas de violation des données.

Des sujets tels que le traçage des données, la protection des données des électeurs, le code de conduite européen des prestataires en recherche clinique, l'encadrement par certains gouvernements sud-américains des données cérébrales, la condamnation de LinkedIn et Microsoft pour violation du RGPD et des droits voisins des éditeurs de la presse, l'évolution jurisprudentielle sur la fiabilité d'une signature scannée, et les efforts pluridisciplinaires de l'Union Européenne pour encadrer l'IA à travers la création d'un bureau européen dédié, ont également été abordés. Les rencontres annuelles de Cyberlex consacrées aux risques liés à l'IA ont été mentionnées.

Les risques liés aux systèmes d'IA et les points d'attention dans la rédaction des contrats d'achat des systèmes d'IA ont été examinés, ainsi que les manoeuvres visant la révision des principes de l'IA au sein de l'OCDE, et l'actualité répressive de la CNIL concernant l'obligation du recueil de consentement sur les plateformes en ligne. La collaboration entre l'OCDE et l'ONU.

pour une gouvernance mondiale de l'IA et l'utilisation de l'IA par le Sénat français pour simplifier l'examen des amendements budgétaires ont aussi été évoquées.

Des bonnes pratiques pour prévenir les contentieux informatiques ont été partagées; la preuve illicite dans un procès civil pour établir la vérité, tout en soulignant que l'atteinte à la vie privée doit être proportionnée au but poursuivi est désormais admise.

En dehors des initiatives gouvernementales liées à la mise en oeuvre de la stratégie nationale de l'intelligence artificielle et des mégadonnées, de l'étude juridique sur l'identité électronique, de la participation du Bénin à la révision de l'acte additionnel de la CEDEAO sur la protection des données personnelles et des réflexions sur l'adhésion à la convention cadre du Conseil de l'Europe sur l'IA et les droits humains, plusieurs textes juridiques ont été promulgués en République du Bénin pendant cette période de revue. On note sans limitation :

- La loi modifiant le cadre juridique du Partenariat public-privé en République du Bénin;
- La loi portant autorisation de ratification de l'accord établissant l'Alliance Smart Africa;
- La loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

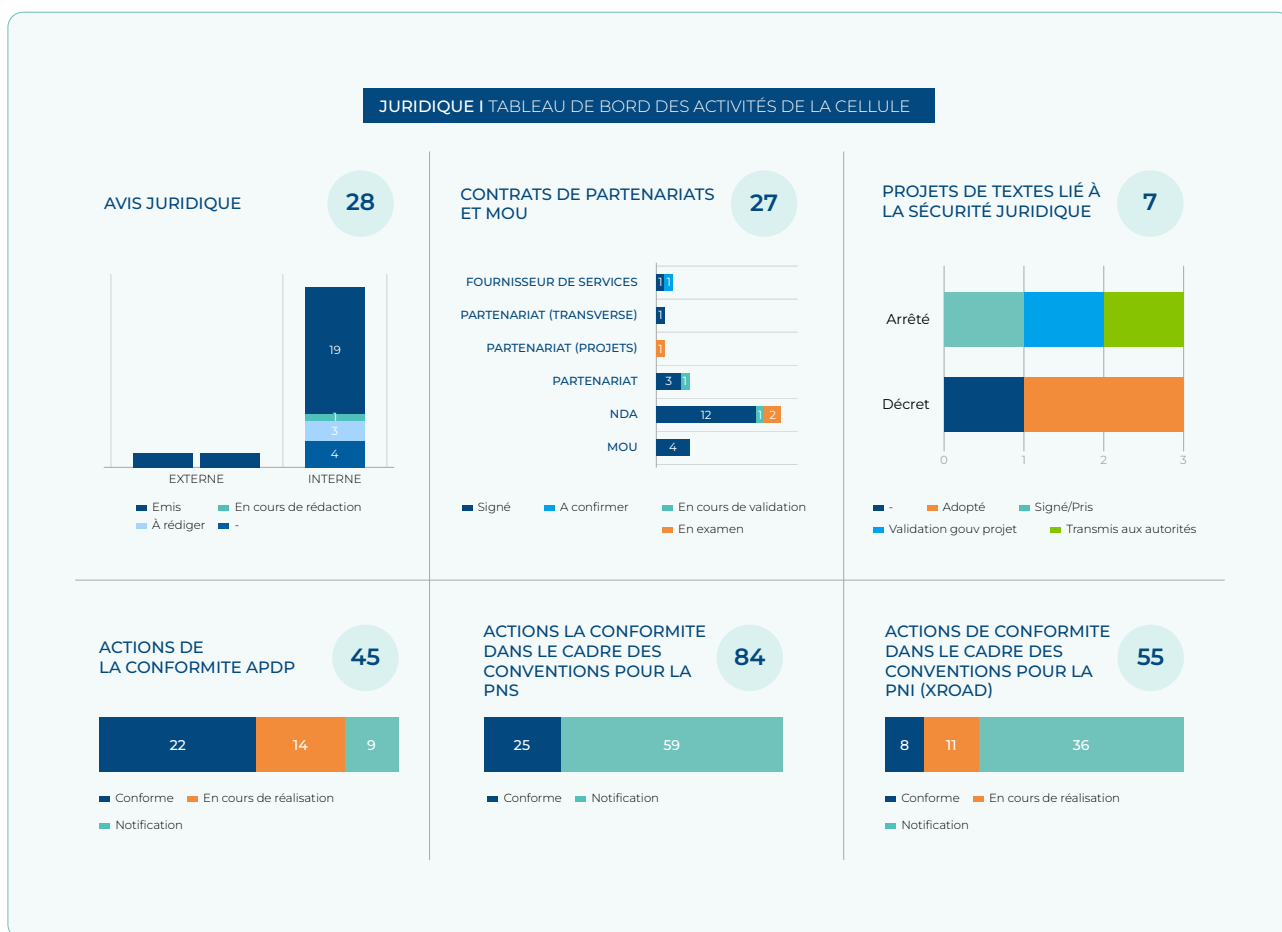


Figure 10 : Extrait du tableau de bord des activités de la cellule juridique

## 5.4. RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET DE LE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le 23 janvier 2024, l'Assemblée nationale a autorisé deux conventions essentielles pour le renforcement de la coopération en matière de la cybersécurité et de la cybercriminalité. Il s'agit de :

- la ratification de la convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel adoptée à Malabo (Guinée Équatoriale) le 27 juin 2014 ;
- L'adhésion à la convention sur la cybercriminalité adoptée à Budapest, le 13 novembre 2001, au protocole additionnel à la convention sur la cybercriminalité, relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation des preuves électroniques adoptés à Strasbourg en France, le 12 mai 2002.

Les due diligences ont été entreprises pour le dépôt des instruments de ratification et d'adhésion respectivement à Addis Abéba et au Secrétariat du conseil de l'Europe à Strasbourg en France.

## 5.5. POINT DES PLAINTES ET CONTENTIEUX

Aucun contentieux n'a été nouvellement enregistré sur l'année 2024.

L'affaire Antonin SOKEGBE C/ASIN n'a pas connu d'évolution à ce jour. Une (01) affaire sociale est enregistrée sur l'exercice 2023 et porte sur un agent de l'ex-ABSU-CEP.

- **Date d'ouverture** : 06/02/2023
- **Objet de la procédure** : Réclamation de 11 806 684 FCFA pour préjudices subis aux motifs suivants :
  - Évolution d'échelon bloquée sans motif ;
  - 31 jours de congés non payés ;
  - Des moins perçus sur ses droits de départ négocié.
- **Instance** : Direction Départementale de la Fonction Publique du Littoral.

# 6. POINT SUR LES RESSOURCES HUMAINES

Un capital humain de qualité est une clef de succès et de développement pour toute organisation.

L'ASIN avec sa Direction du Développement des Talents, en charge de la gestion des ressources humaines, s'est donné les moyens humains de répondre aux défis qu'elle devait relever en 2024 pour atteindre ses objectifs stratégiques. Pour ce faire, elle s'est appuyée entre autres sur 2 piliers :

- ✓ des recrutements de profils hautement qualifiés ;
- ✓ la formation de son personnel.

## 6.1. ATTIRER ET SÉLECTIONNER LES TALENTS

Dans l'environnement commercial compétitif et dynamique d'aujourd'hui, attirer les meilleurs talents n'est pas seulement un avantage stratégique, mais aussi une nécessité. Les meilleurs talents font référence aux employés qui possèdent les compétences, les connaissances, l'expérience et le potentiel nécessaires pour contribuer de manière significative aux objectifs et aux performances de l'organisation. Ce sont eux qui peuvent innover, résoudre des problèmes, diriger des équipes et créer de la valeur pour les bénéficiaires et les parties prenantes.

En 2024, de nouveaux projets à la charge de l'agence ont vu le jour et leur nombre sans cesse croissant a amené l'agence à renforcer son effectif pour mieux répondre à ces nouvelles sollicitations.

Le budget recrutement 2024 prévoyait 25 nouveaux collaborateurs afin de venir renforcer les équipes qui font face à une charge de travail en constante augmentation et rendre ainsi l'organisation plus résiliente. Ces recrutements ont majoritairement concerné les entités opérationnelles, coeur de métier de l'agence.

**Cependant, la durée moyenne du processus de recrutement qui est de 4,28 mois reste encore élevée essentiellement parce que les profils à recruter sont de plus en plus spécifiques et rares à trouver sur le marché de l'emploi local et que les exigences salariales des candidats interviennent dans un environnement toujours plus concurrentiel.**

### SYNTHÈSE DES RECRUTEMENTS OPÉRÉS EN 2024

ENTITES	POSTES POURVUS	EFFECTIF
Pôle sécurité numérique	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Analystes cybersécurité junior</li><li>■ Ingénieur Gouvernance Risques et Conformité</li><li>■ Ingénieur PKI</li><li>■ Responsable Sécurité Systèmes d'Information</li></ul>	08

ENTITES	POSTES POURVUS	EFFECTIF
Pôle Systèmes d'Information et Digitalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Chef de projets Data science, Données et IA</li> <li>■ Administrateur bases de données</li> <li>■ Développeur sénior</li> <li>■ Ingénieur qualité</li> <li>■ Développeur junior</li> <li>■ Ingénieur Systèmes</li> </ul>	07
Direction de l'Administration et des Finances	Agent Polyvalent des Moyens Généraux	01
Personne Responsable des Marchés Publics	Assistante PRMP Spécialiste Passation Marchés Publics	05
Direction Audit Interne	Directeur Audit Interne	01
Direction du Développement des Talents	Assistant Ressources Humaines	01
CCMEN	Designer graphique	01
Cellule Architecture Stratégie et Études	Expert Organisation et Stratégie SI	01
<b>TOTAL</b>		<b>25</b>

**Tableau 16 : Synthèse des recrutements effectués en 2024**

Ces recrutements ont entraîné une évolution de l'effectif de l'Agence qui passe à fin décembre 2024 à 150 collaborateurs, soit une légère croissance de l'effectif de 4,89%, impactée par l'effet transfert de collaborateurs ASIN vers la nouvelle structure CNIN.

## TABLEAU D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF

EFFECTIF AU 31/12/2022	EFFECTIF AU 31/12/2023	EFFECTIF AU 31/12/2024
132	143	150

**Tableau 17 : Évolution de l'effectif**

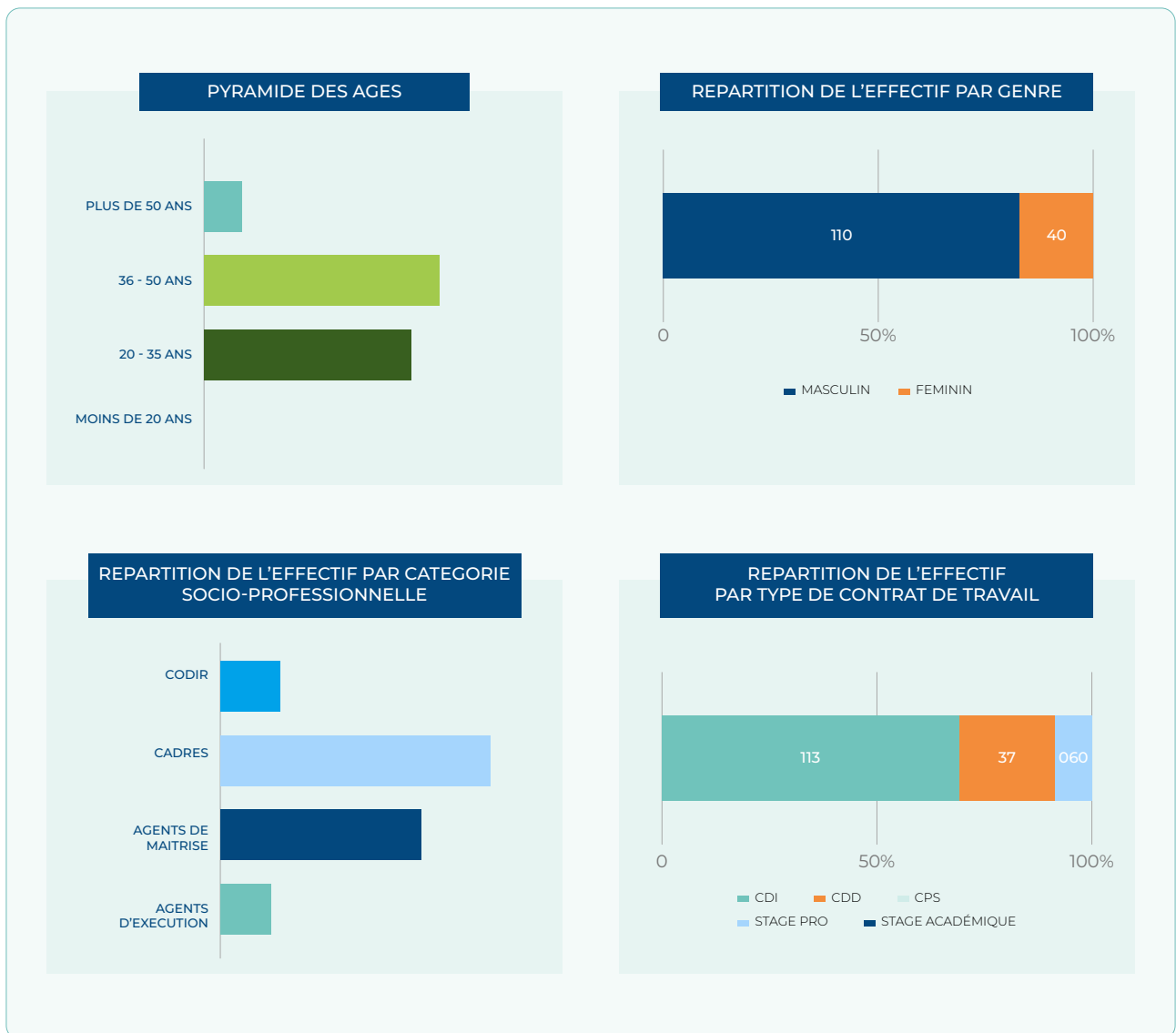


Figure 11 : Extrait des indicateurs RH

## 6.2. DÉVELOPPER LES CONNAISSANCES ET LES COMPÉTENCES

Une importante composante des activités de perfectionnement des compétences du personnel repose sur la formation. L'ASIN en matière de formation de ses collaborateurs poursuit deux objectifs principaux :

- favoriser le développement des compétences de ses salariés, en déterminant les formations en fonction des compétences identifiées comme essentielles au bon fonctionnement de l'organisation ;
- garantir l'employabilité de ses salariés en veillant au maintien de leur capacité à occuper un emploi, au regard notamment de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations. À ce titre, il s'est agi d'anticiper l'évolution prévisible des métiers en formant les effectifs en conséquence.

## PLAN DE FORMATION 2024

Au titre de l'exercice 2024, l'ASIN a consacré une partie de son budget fonctionnement à la formation de ses employés, au travers du plan de formation de l'agence. Ce plan a été principalement constitué des besoins en formation émis par les collaborateurs et/ou leurs managers.

Cette enveloppe financière a permis la réalisation de sessions de formations individuelles et collectives. Les formations au niveau local ont été privilégiées afin de réduire les coûts et optimiser le budget formation. Des sessions de formation ont également été organisées en interne et dispensées par des collaborateurs de l'agence sans coût supplémentaire.

DOMAINE DE FORMATION	INTITULÉ DE LA FORMATION	EFFECTIF FORMÉ	COÛT (CFA)
Juridique	Formation sécurisation des contrats IT	7	15,326,400
	Les Enjeux de la Protection des Données à Caractère Personnel et de la vie Privée	94	4,720,000
Gestion de projets	Formation Prince 2	1	1,390,000
	Formation Data Center Specialist	1	1,144,994
Sécurité numérique	Cryptographie appliquée	1	885,000
Comptabilité	SYCEBNL	6	1,770,000
Langues	Examen TOEIC (Anglais)	5	1 450 000
Sécurité routière	Perfectionnement à la conduite rationnelle axée sur les règles de sécurité routière ; déontologie du métier	3	3
Organisation	Technique de prise de notes, coordonner une réunion et organiser des événements	4	826 000
Responsabilité sociale et environnementale	Atelier Fresque climat	14	300 000
<b>TOTAL</b>		<b>136</b>	<b>28 874 394</b>

**Tableau 18 : Synthèse des sessions de formation organisées au profit du personnel en 2024**

## FORMATIONS ET MISSIONS

Si les formations locales ont été privilégiées, il n'en demeure pas moins, que les collaborateurs de l'agence ont pu également bénéficier au titre de l'exercice 2024, de formations dans le cadre des missions à l'international auxquelles ils ont pu participer.

En effet, en 2024 le rayonnement de l'ASIN à l'étranger s'est confirmé avec sa participation à plusieurs événements internationaux dont la plupart ont été pris en charge par les organisateurs

de ces évènements. Cela traduit un intérêt considérable porté à l'expertise de l'ASIN, qui est de plus en plus reconnue au-delà des frontières du Bénin.

La participation à ces évènements internationaux a permis aux collaborateurs de l'Agence :

- d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances ;
- de découvrir ce qui se fait de mieux en dehors du Bénin et pouvoir ainsi s'inscrire dans un processus d'amélioration et d'innovation continue.

DESTINATION	MISSIONS	PARTICIPANTS ASIN	PRISE EN CHARGE
 Guinée Conakry	Appui du bjCSIRT au CSIRT de la Guinée	2	Organisateurs
 Etats-Unis	Participation du Bénin à la session conclusive du comité ad'hoc d'élaboration d'un projet de convention internationale sur la lutte contre l'utilisation des TIC à des fins criminelles	1	Organisateurs
 Sénégal	Participation à la formation des formateurs des First Responders	1	Organisateurs
 Maroc	Participation à la conférence sur la cybersécurité	1	Organisateurs
 Philippines	Participation du Bénin au 6ème Défi de sécurité numérique de l'INTERPOL	3	Organisateurs
 Éthiopie	Participation à la 1ère édition de MOSIP Connect	2	WURI Bénin
 Arabie Saoudite	Participation au LEAP	2	Organisateurs
 Chine	Participation à China-Africa Internet Development and Cooperation Forum 2024	4	Organisateurs
 Togo	Participation mission de partage et d'échanges d'expérience sur la conception d'un QR code standard pour la facilitation de l'interopérabilité des certificats du NPI	2	Organisateurs
 France	Participation à la cérémonie de clôture du projet DATAFID	1	Organisateurs
 Maurice	Participation à la table ronde "Faire progresser la cybersécurité régionale et la stabilité en Afrique"	1	Organisateurs
 Afrique du Sud	Participation à l'ID'Africa 2024	1	Organisateurs
 Rwanda	Participation au Programme de formation des jeunes et des leaders émergents de l'USTTI	1	Organisateurs
 Japon	Participation du Bénin à la 36e conférence annuelle du réseau mondial des équipes de cybersécurité (FIRST)	3	Organisateurs
 France	Participation à la réunion du comité de pilotage du projet Glacy-e	1	Organisateurs

DESTINATION	MISSIONS	PARTICIPANTS ASIN	PRISE EN CHARGE
 Ghana	Participation à un échange régional d'apprentissage par les pairs sur les stratégies de données en marge de l'atelier de validation de la stratégie nationale de données du Ghana (Smart Africa)	1	Organisateurs
 France	Participation à la mission exploratoire dans le cadre du projet Open Data	1	Organisateurs
 États-Unis	Participation à la reprise de la 7ème session du comité ad hoc de l'ONU sur l'élaboration d'un projet de convention relatif à la lutte contre l'utilisation des TIC à des fins criminelles	1	Organisateurs
 Zambie	Participation au sommet "Digital Government Africa"	2	Organisateurs
 Inde	Smart Africa - SATA - Mission d'étude sur l'IUDX	1	Organisateurs
 Rwanda	Participation à la Réunion de la communauté Open Source Mojal- Mojalloop Convening	2	Organisateurs
<b>TOTAL</b>		<b>34</b>	

*Tableau 19 : Synthèse des formations /missions à l'international*

Enfin, les collaborateurs de l'ASIN ont également pu bénéficier de formations financées par les partenaires techniques de l'agence dans le cadre des différents projets où l'ASIN était partie prenante.

# 7. POINT SUR LES ACTIONS DE COMMUNICATION

## 7.1. CONTEXTE

La Cellule de Communication et Marketing a eu pour mission en 2024 de positionner l'ASIN comme l'acteur incontournable de la mise en oeuvre opérationnelle des projets numériques du gouvernement, en communiquant davantage sur les réalisations du secteur.

Les actions de communication devaient répondre à deux enjeux : d'une part vers l'externe, et d'autre part, vers l'interne. A l'externe, l'approche a consisté à faire connaître les réalisations et les projets conduits par l'ASIN, auprès du public. A l'interne, nous avons participé à renforcer le sentiment d'appartenance à l'agence, grâce à une stratégie de communication interne destinée à valoriser l'humain.

## RÉALISATIONS

Les actions mises en oeuvre peuvent être classées dans 3 catégories:

- ➔ **la communication digitale** : nous avons initié une web émission pour booster l'audience sur les canaux digitaux de l'ASIN: Parlez-vous Numérique? Ces contenus ont permis d'améliorer notre présence en ligne. Des vidéos récap sur les quelques projets ont permis de valoriser les réalisations de l'agence (ICDL et salles de classe numériques). Des extraits de ces vidéos ont été relayé sur les canaux digitaux et ont été largement repris par les influenceurs, ce qui a contribué à offrir une bonne visibilité aux projets. Cette année encore, les événements comme le SENIA, le Hackerlab, la SENUM, la CDSI et Bénin Cyberday ont été une opportunité pour produire des contenus créatifs et d'associer des influenceurs pour amplifier l'impact de nos activités sur les réseaux sociaux;
- ➔ **la communication média** : l'amélioration de notre présence en ligne a augmenté les sollicitations des journalistes pour la production d'articles. De plus, nous avons poursuivi les contacts réguliers avec les organes partenaires, et la réactivité dans le traitement des sollicitations média ont permis d'avoir des productions de qualité. Un partenariat avec le magazine Jeune Afrique a eu pour résultat la publication d'un publi-reportage sur l'ASIN en fin d'année ;
- ➔ **la communication interne** : nous poursuivons l'amélioration de la cohésion des équipes et le renforcement du sentiment de fierté d'appartenance des collaborateurs à l'agence. Le Séminaire annuel a marqué un point d'orgue de la volonté de la Direction Générale de bâtir des équipes solides et engagés. Les missions des équipes au niveau national et à l'international ont été l'occasion pour la com interne de zoomer sur les acquis de l'agence et de valoriser le savoir-faire des collaborateurs.

## 7.2. RÉSULTATS

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des activités de communication réalisées par l'ASIN au cours de l'année 2024 :

ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS	COMMUNICATION DIGITALE	PRODUCTION MULTIMÉDIA	COMMUNICATION INTERNE	COMMUNICATION MÉDIA
3 évènements contribuant au rayonnement international (SENIA, SENUM, Hackathon IA)	+600 contenus créés et diffusés sur 7 canaux digitaux (MND et ASIN)	+360 visuels	Newsletter interne d'information	46 activités médiatisées
1 événement national sur la cybersécurité : Bénin Cyberday avec près de 200 participants	Progression sur tous les canaux, dont 40% sur LinkedIn	12 documents de politiques	Initiative « Vis mon travail »	
3 Conférences des DSI (70 DSI en moyenne par édition)	Audience cumulée +142.000 abonnés (+35%)	6 logos	Partage de l'actualité de l'agence sur l'intranet « Wekenou »	410 retombées médiatiques
1 Conférence des RSSI	Lancement de la saison 1 de l'émission web « Parlez-vous Numérique » (4 numéros Produits et diffusés)	3 maquettes d'application	Journée Porte ouverte sur les métiers du numérique (JIJFTIC)	1 publi-reportage dans un média international
1 campagne thématique pour le Hackerlab		3 vidéos produites sur les projets/activités, dont 2 de 13 minutes diffusées à la TV avec des extraits dans le JT	Distribution de rubans + Marche rose (Octobre rose) Organisation du séminaire ASIN	1 campagne display avec +870 000 impressions et +1700 clics
Journée Internationale des Jeunes Filles dans les TIC (formation + JPO pour découvrir les métiers de l'ASIN)				
Participation au GITEX et aux ATDA 2024				

# 8. POINT DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET DES MESURES CORRECTRICES

## 8.1. CONTRAINTES TECHNIQUES OU OPÉRATIONNELLES

L'exécution de certains projets a été impactée par des contraintes techniques et opérationnelles. Le tableau ci-dessous fait ressortir les mesures engagées pour maîtriser les risques associés aux projets principaux.

Difficultés ou Risques associés	Impacts	Mesures correctrices engagées ou à engager
Délais de validation des livrables pour les marchés de prestations intellectuelles	Retard dans la validation des livrables et donc dans l'exécution globale de la mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>Estimer un délai maximal de validation des livrables par la gouvernance des projets pour rationaliser le nombre de parties prenantes</li> <li>Remonter les arbitrages vers les supérieurs hiérarchiques des représentants des sectoriels associés à la gouvernance des projets pour une bonne réactivité de ces derniers ou leur remplacement</li> </ul>

Tableau 21 : Difficultés techniques

## 8.2. CONTRAINTES RELATIVES À LA PASSATION DES MARCHÉS

Le tableau ci-dessous permet de qualifier les principales contraintes ayant impacté les procédures de passation des marchés :

Contraintes et projets	Difficultés associées	Mesures correctrices engagées ou à engager
Délai des travaux au sein des commissions d'ouverture et d'évaluation des offres relativement long	Rallonge de la durée de passation	Sensibilisation des équipes et meilleures définitions des critères d'évaluation
Retard dans le lancement des marchés	Retard dans la passation et la signature des contrats impactant la mobilisation des ressources financières	Anticiper la passation des marchés pour compenser les délais du contrôle (DNCMP)
Extension sites mobiles en zones blanches	Le dossier a été relancé en novembre 2023	Une décision de l'ARMP en novembre 2024 permet de lever les observations de la DNCMP
RBEP Phase 2	Après une première infructuosité. Le dossier a été relancé en décembre 2023.	Une décision de l'ARMP en novembre 2024 permet de

		lever les observations de la DNCMP.
Déploiement de 19 Salles numériques Réhabilitation de 28 salles numériques	Le volet « préfabriqués » est déjà en cours d'exécution. Les marchés de réhabilitation ont nécessité une relance	Les marchés équipements informatiques ont été repris pour utiliser l'accord-cadre MEF avec marchés subséquents
Déploiement de 30 PNC Réhabilitation des 43 PNC existants	Le volet connectivité a dû être relancé après infructuosité	Les marchés équipements informatiques ont été repris pour utiliser l'accord-cadre MEF avec marchés subséquents
Recrutement AT pour le projet PRSCG 2	La procédure a duré 18 mois suite aux différents recours ASIN pour la phase de présélection puis la saisine de l'ARMP par un acteur shortlisté. Contrat signé en mai 2024 Ce qui a d'ailleurs mené à une audition de l'ASIN par l'ARMP début novembre	N/A
Hébergement de la PNPE dan le cloud ARAMYS	Le contrat a déjà expiré avant la mise en place du nouveau contrat La SBIN ne sera en capacité qu'en S2	Procédure Gré à gré en préparation vers la DNCMP
Accord cadre pour la maintenance évolutive PNI / PNS	Avis favorable pour le gré à gré en sept 2024	N/A. Contractualisation en cours
Acquisition de solution pour la gestion centralisée des sauvegardes des plateformes	Phase 1 du projet global Architecture actuelle non évolutive. Retard empêche l'implémentation de solution de sécurité; 1ère tentative infructueuse.	
Acquisition de d'infras pour l'hébergement des plateformes critiques	Phase 1 du projet global Architecture actuelle non évolutive. Retard empêche l'implémentation de solution de sécurité	
Accord-cadre de 3 ans ASIN /SBIN	La phase de contractualisation post décision en CM a duré 7 mois	N.A. Le contrat est en phase d'exécution

**Tableau 22 : Difficultés liées à la passation des marchés**

### 8.3. AUTRES CONTRAINTES LIÉES AUX OPÉRATIONS

L'Agence est toujours régulièrement sollicitée par les sectoriels et entités publiques pour des activités non prévues au PTA et pour lesquelles parfois le cadre de gouvernances des projets numériques n'est pas respecté.

Une amélioration a été constatée par rapport à 2023 suite aux courriers envoyés par l'ASIN vers les différentes entités pour recueillir leur feuille de route opérationnelle et leurs priorités par une meilleure anticipation.

Contraintes	Risques associés	Mesures correctrices engagées ou à engager
<p>Multiplés sollicitations en cours d'année par les sectoriels sur des activités non planifiées l'année précédente (Hors PTA)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Impact sur l'exécution des activités planifiées dans le cadre du PTA</li> <li>■ Surcharge des équipes</li> <li>■ Dépriorisation de sujets déjà engagés afin d'adressées les urgences identifiées suite aux sollicitations hors PTA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Inciter les sectoriels et entités publiques à anticiper et planifier leurs besoins =&gt; suivre la mise en place des organes de gouvernance de projets et les commissions ministérielles des SI et de la Connectivité (CMSIC) par les sectoriels</li> <li>■ Vulgariser les bonnes pratiques ASIN en matière de gestion de projet (Portefeuille projet, carte d'identité et fiche de suivi pour chaque projet, feuilles de route des projets, etc.) pour une meilleure planification des ressources.</li> </ul>

## 8.4. RECOMMANDATIONS EN COURS DE PRISE EN COMPTE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DES PROJETS

Plusieurs actions sont engagées dans ce sens notamment :

- aligner les jalons entre le PTA et les feuilles de route des projets ;
- s'assurer que les organes de pilotage (COFIL, COTECH) au coeur de la gouvernance projet sont formalisées et réellement opérationnels ;
- renforcer les sessions de formation interne et de partage de connaissance pour les collaborateurs de l'ASIN ;
- intensifier la vulgarisation des procédures standard de gestion de projet (TDRs, feuille de route et planning détaillé, PV réunions, compte-rendu d'avancement) tel que défini dans l'ASIN Delivery Method ; et
- s'assurer de l'implication des fonctions support DAF et PRMP dans l'animation des comités de pôles et la planification des activités opérationnelles.

# 9. PERSPECTIVES

## 9.1. ENJEUX POUR 2025

Au cours de l'année 2025, grâce à la contractualisation sur les dossiers dont la phase de marché avait démarré en 2024, l'agence pourra mettre en exécution un nombre conséquent d'activités. Il faudra également absorber, pour les équipes de passation de marché, environ 80 nouveaux dossiers. L'exécution du Plan de passation de marché (PPM) sera de nouveau sur le chemin critique de l'ASIN.

Au niveau de l'exécution physique, 2025, étant la dernière année pleine de réalisation des projets du PAG 2, le défi sera d'atteindre la majorité des objectifs de performance, tel qu'alignés avec les tâches du Plan de travail annuel (PTA) 2025. Le suivi rapproché de chaque tâche du PTA devra être le crédo de chaque collaborateur de l'ASIN.

Chaque responsable de département pourra ainsi utiliser cet outil comme boussole et prioriser les activités du PTA par rapport aux nombreuses sollicitations qui arriveront en cours d'année hors PTA.

## 9.2. PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROGRAMME 2025

Les projets prévus pour être réalisés en 2025 sont déclinés dans la continuité des activités en cours en 2024 avec pour ambition de :

- accélérer l'adoption des services numériques par les citoyens et les entreprises ;
- accompagner la montée en maturité des structures administratives ;
- embarquer les acteurs privés dans l'utilisation des infrastructures socles ;
- définir un cadre d'architecture et standardiser les cadres de définition et de développement des plateformes et applications pour l'État ;
- contribuer activement à la montée en maturité de l'écosystème des entreprises de services numériques y compris des entreprises de services de sécurité numérique ;
- accompagner les structures publiques dans leur conformité par rapport à PSSIE ;
- opérationnaliser le cadre de politique de protection des infrastructures d'information critiques ;
- poursuivre et accélérer les actions de sécurisation du cyberespace béninois ;
- renforcer la résilience des infrastructures, plateformes et applications développées par l'Agence ;
- contribuer à réduire la fracture numérique et accélérer l'aménagement numérique du territoire.

## ➤ **Poursuite du déploiement de l'internet haut et très haut débit sur tout le territoire national**

- Poursuite de la réalisation de la connectivité de sites administratifs (phase 2) ;
- Poursuite du renforcement de la plateforme d'authentification, d'accès et de gestion des profils sur Réseau Béninois d'Éducation et de Recherche - RBER ;

## ➤ **Poursuite et accélération des activités pour la transformation numérique des collectivités locales**

- Formation des cadres techniques des Préfectures et des autorités communales (Maires et Secrétaires Exécutifs) sur les techniques de protection des informations sensibles de l'État ;
- Poursuite de la collaboration avec la SBIN pour la colocation, la location d'espace rack, la location de machines virtuelles et l'hébergement au DCN des plateformes et services de l'État (accord cadre SBIN) ;
- Réhabilitation des anciens PNC, Poursuite de la mise en oeuvre de 30 nouveaux PNC et initialisation de 35 nouveaux PNC
- Avec l'appui de LuxDev : Poursuite de la fourniture de la connectivité dans les GUPS et Structures Spécialisées de la Santé (SSS) du MASM ;

## ➤ **Principales activités pour l'évolution vers une administration intelligente (Smart Gouv)**

- Poursuite de la Mise en place de la plateforme de vote électronique eVote pour les élections professionnelles ;
- Supervision, communication et conduite du changement dans le cadre de la phase 2 du projet Africa Digital Campus (ADC) avec l'IRD ;
- Poursuite de la maintenance évolutive de la Plateforme Nationale d'Interopérabilité (PNI) et du Portail National des Services (PNS) avec Cybernetica dans le cadre du contrat-cadre (2 ans) ;
- Poursuite du contrat cadre (2ans) de maintenance évolutive du catalogue des solutions interopérables (CATIS) ;
- Mise en place d'un accord-cadre 2025-2027 pour le renouvellement de la TMA de la PNPE avec l'éditeur BPC ;
- Mise en place de l'accord-cadre de 2 ans (2025-2027) pour l'hébergement de la PNPE dans le cloud et acquisition de services managés ;
- Conduite du changement Open Data : Animation des ateliers avec les points focaux ;
- Réhabilitation des anciennes salles numériques et initialisation de 25 nouvelles salles numériques ;

## ➤ **Poursuite de la réalisation plateformes**

- Mise en oeuvre d'un générateur automatisé de référentiels et de bases de données au profit des sectoriels ;
- Poursuite de l'acquisition d'un module de gestion de la relation client sur les différents Portails des services publics pour une meilleure communication vers les citoyens, gestion

des campagnes et expérience citoyens (ex : demande pour diaspora);

- Réalisation de la phase 2 du portail du centre de services ;
- Mise en oeuvre de la phase 2 de eVISA ;
- Acquisition d'outils pour l'industrialisation des plateformes de l'ASIN ;
- Mise en oeuvre de la phase 2 de la plateforme afrodescendante ;
- Support et maintenance évolutive de la plateforme BjOpenCollab ;
- Paiement des charges d'exploitation de la plateforme eVisa ;
- Contractualisation avec le partenaire Cybernetica pour la formation de niveau expert sur le framework de PNS ;
- Réalisation d'études pour le développement d'une nouvelle plateforme au profit du FNM et du FNDA (Financement LuxDev) ;

#### ➔ **Appui aux sectoriels pour leur transformation digitale (Financement LuxDev)**

- Formulation du schéma directeur de la transformation digitale de tout le secteur de l'EFTP ;
- Mise en place de Référentiels pour le secteur de l'EFTP (Liste des établissements, Liste des curricula, Liste des enseignants, Liste des apprenants, Liste des métiers)
- Mise en place d'un SIGE EFTP (gestion des établissements, des enseignements, des formateurs, des apprenants...);
- Formations et Certifications ICDL pour 60 acteurs du secteur EFTP (Apprenants, Enseignants, Personnel Administratifs) ;
- Mise en place d'un studio de production de formation en ligne ;
- Formation de 60 enseignants du secteur de l'EFTP à la production de cours en ligne ;
- Traduction des plateformes et cours en ligne dans 1 langue locale (avec IA) ;
- Production de 20 cours en ligne pour nourrir la plateforme de formation en ligne ;
- Appui à la mise en oeuvre du plan de transformation digitale de l'ANSSFD pour fiabiliser les données et automatiser les process ;
- Création d'une base de données de gestion et de suivi des formations en éducation financière ;
- Opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes et formation des acteurs ;

#### ➔ **Accélération des projets de dématérialisation et d'ingénierie documentaire**

- Poursuite de la mise en oeuvre Traitement de Fonds documentaires de 2 préfectures et 4 mairies (2024) ;
- Poursuite de la mise en oeuvre d'une solution d'Intelligent Document Processing (IDP) pour la classification des documents et l'extraction des données depuis des documents structurés, semi-structurés et non-structurés traités dans le CNN ;

- Déploiement GEC dans les 10 nouvelles communes ;
- Poursuite de l'acquisition d'équipements informatiques (scanner, ordinateurs, imprimante couleur) au profit des points d'entrée courriers des 12 préfectures et 30 mairies ;
- Avec l'appui de LuxDev :
  - Extension de l'exploitation de la GEC au niveau des structures sous tutelles du MASM (FNM, ANPS, ACAIB, OFFE) ;
  - Traitement et numérisation des archives ;

#### ➤ Mise en oeuvre des premiers socles et cas d'usage IA de l'administration

- Poursuite de la mise en place d'environnement de développement et d'entraînement pour la réalisation des cas d'usage IA ;
- Poursuite de la mise en oeuvre d'une plateforme de suivi des engagements pour la stratégie Nationale d'Intelligence Artificielle et des Mégadonnées ;
- Poursuite de l'acquisition et déploiement d'un module d'intelligence artificielle pour l'anonymisation des données sur les différents Portails des services publics du gouvernement (PNS, MIS, Open data) ;
- Poursuite de la mise en oeuvre des solutions d'IA : Développement d'un socle d'assistants conversationnel et de use case GPT BJ ;
- Avec l'appui de Luxdev
  - Mise en oeuvre d'une solution d'IA dans le secteur de l'éducation ou du tourisme ;
  - Mise en oeuvre d'un Assistant conversationnel basé sur l'IA pour le conseil agricole ;
  - Organisation d'un hackathon pour le développement de solutions IA dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture et dans la finance inclusive ;

#### ➤ Standardisation des cadres et des processus des SI de l'État

- Poursuite de la réalisation de l'étude et de la mise en place d'un plan de développement et d'intégration des applications d'État ;
- Poursuite de la réingénierie des processus et plateformes exploitées par l'ASIN en vue de l'élaboration du Plan de Continuité d'Activité (PCA)/Plan de Reprise d'Activité (PRA) ;
- Poursuite de l'élaboration du manuel de procédures du Centre de Services ;
- Mise en place d'un framework générique pour l'administration centralisée et l'automatisation des tâches informatiques (Migration, patch, Scripting, etc.) ;
- Élaboration du modèle économique de la plateforme d'interopérabilité XroadBJ ;
- Mise en oeuvre d'un back office spécifique pour la transformation digitale du processus d'adhésion, signature des conventions et mise à jour du site XROAD.BJ ;
- Réalisation d'une étude (faisabilité technique, modèle économique, adhérences avec PNS) en vue de la migration du socle logiciel existant de Cybernetica de la PNI vers la version

open source ;

#### ➔ Mise en place d'un cadre d'assurance qualité pour les plateformes ;

- Renforcement de la résilience des infrastructures de l'administration (yc exploitation)
- Poursuite de l'audit Organisationnel de la DSI/MS et structures sous tutelle afin d'optimiser le support ASIN et augmenter l'autonomie du Ministère ;
- Acquisition de licence et stockage pour le déploiement de la solution de gestion centralisée des sauvegardes des plateformes exploitées par ASIN phase 1 (Mise en oeuvre des recommandations de l'audit) ;
- Poursuite du renouvellement pour l'année 2025 des licences et support Microsoft O365 dans le cadre de l'accord-cadre 2024-2026 ;
- Renouvellement de licences, support solarwinds, GLPI, acquisition de licences additionnelles et de la fonctionnalités URL monitoring ;
- Poursuite de l'acquisition de 2 fortiweb 1000F pour la résilience de la solution de sécurité WEB ;
- Politique de développement et d'Intégration des Applications de l'État ;
- Élargissement de la plage d'activité de support du centre de service ASIN avec des ressources externes (18H - 8H) ;
- Acquisition de solutions de sécurité pour la protection de la messagerie gouvernementale ;
- Acquisition de deux (2) loadbalancers pour les plateformes Gouv ;
- Acquisition d'un outil d'administration pour l'exploitation de l'AD au profit des sectoriels, mairies et agences ;
- Renouvellement des licences PLESK, FONIVA et de de gestion des actifs IT ;

#### ➔ Accélération des activités autour de la Confiance numérique

- Paiement des services d'hébergement et services managés SBIN pour l'exploitation de la PKI pour 2025 (accord-cadre SBIN 2024-2026) ;
- Poursuite de l'exploitation de la PKI dans le cadre d'un accord-cadre de 2 ans (2024-2026) ;
- Acquisition et installation d'une solution IAM pour la PKI dans le cadre de sa labellisation ;
- Poursuite de la mise en place d'une plateforme de Cachet électronique Visible ;
- Acquisition de licence ZoneCentral et USB Token 5110 & renouvellement du support Prim'X & Thalès ;
- Organisation de quatre (04) ateliers de formation du haut commandement militaire, para militaire, des membres des Institutions de la République, sur les techniques de protection des informations sensibles de l'État ;
- Poursuite du recrutement d'un prestataire pour l'accompagnement à la création d'un CSIRT du secteur universitaire : Renforcement du RBER-CSIRT ;
- Poursuite du recrutement d'un prestataire pour l'ajout de modules complémentaires à la plateforme TrustedX ;

- Acquisition et renouvellement de solutions pour le renforcement et la maintenance des capacités du bjCSIRT ;
- Mise en place d'une plateforme pour la gestion des transactions des PSCE ;
- Évaluation des processus du CSIRT national ;
- Développement d'outil d'analyse intelligent de données et de prévention de menaces informatiques ;
- Poursuite de l'acquisition d'équipements et de solutions de protection du parc IT de la PKI dans le cadre de la labélisation (Ordinateur Portable, Imprimante, ServiceNow, Veeam One, Antivirus, SentinelOne, Lic FortiSIEM, IntelliJ IDEA) ;
- Organisation d'une compétition de cybersécurité dédiée à la création, et à la promotion de startup en Cybersécurité (Cyber Incub 2025) ;
- Exploitation de la plateforme Weman : Renouvellement des abonnements et acquisition de deux disques durs serveurs ;
- Acquisition et déploiement de deux pare-feux pour assurer la haute disponibilité ;
- Mise en place d'un accord-cadre 2 ans (mi 2025 - mi 2027) pour le renouvellement de licence sur les solutions de sécurité (xDR, Tracking, TerraNova, BYOD, FW Backbone) ;
- Mise en place d'un accord-cadre 2 ans (Nov. 2025 - Oct. 2027) pour l'acquisition de nouvelles solutions et Renouvellement des licences dans le cadre des opérations du bjCSIRT ;
- Participation des cadres du département sécurité aux cadres internationaux de coopération pour la maintenance des capacités de protection du bjCSIRT ;
- Mise en place d'un programme de signalement des vulnérabilités (bug bounty 2025) ;
- Organisation d'une compétition de cybersécurité dédiée à la détection de talents (Hackerlab 2025) ;
- Avec l'appui de LuxDev :
  - Réalisation de campagnes PARE (Protection de l'enfance en ligne) ;
  - Formation d'une centaine de jeunes filles du domaine de la technologie à la cybersécurité (Phase 1 - 50 jeunes filles) ;
  - Renforcement de capacité avec la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC): Immersion room 42 et rencontre écosystème à Luxembourg ;
  - Formation à destination de 50 RSSI sous un format cyber drill avec des formateurs du LHC venu au Bénin ;
  - Renforcement de capacité du cyberrange et exposition à Internet afin d'éliminer les contraintes géographiques (Accord-cadre sur 3 ans 2025-2027 - Phase 1) ;
  - Élaboration des procédures dans le cadre de la labélisation de l'infrastructure à clés publiques du Bénin ;
  - Mise en place d'une autorité de certification et de toutes ses composantes (RootCA, CA Intermédiaire, HSM, AE, LDAP, APP Facturation, etc....) dédiée pour la délivrance des certificats SSL TLS ;
  - Mise en place d'un centre de supervision et réponse aux incidents de cybersécurité

dédié aux OIIC incluant les SFDs ;

- Réalisation d'audit de conformité à la PPIIC & PSSIE au profit de cinq (05) OIIC du secteur public (deux lots) ;
- Mise en oeuvre des actions prioritaires des feuilles de route pour la mise en conformité à la PPIIC au profit de cinq (05) OIIC du secteur public ;
- Mise en place d'un site de reprise dans le cadre du renforcement de l'infrastructure à clés ;
- Acquisition de solutions de reporting (SIEM/SOAR), de recherche et de renseignement sur les menaces informatiques (Threat intel lab) dans le cadre des opérations du bjCSIRT ;
- Formation et accompagnement à distance pour la prise en main des outils SOC sélectionné ;

#### ➤ **Renforcement des activités pour la mise en conformité des structures publiques aux politiques nationales de sécurité**

- Mise en oeuvre des activités d'accompagnement à l'atteinte de la conformité avec les exigences de la PPIIC ;
- Renforcement de capacité des cadres du laboratoire de conformité ;
- Poursuite de l'acquisition d'un outil de Gouvernance, Règlementation et Conformité (GRC) pour la mise en oeuvre des activités de conformité aux différents référentiels de sécurité (FSSN, Crypto, PC-PKI, PSSIE, PPIIC, etc..) ;
- Mise en conformité de l'ASIN selon la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat (PSSIE) -2024 ;
- Poursuite de la définition et vulgarisation d'un cadre d'analyse des risques (objectif EBIOS) ;
- Formation certifiant au profit des RSSI des structures prioritaires de l'État ;
- Mise en conformité de l'ASIN selon la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'État (PSSIE) –2025 ;
- Vulgarisation du Référentiel de Sécurité pour la Protection des Services en ligne (RSPSL) ;
- Organisation de deux conférences des RSSI au titre de 2025 ;
- Avec l'appui de LuxDev :
  - Accompagnement à la mise en conformité PSSIE : Mise à jour des feuilles de route de structures prioritaires et mise en oeuvre des actions de mise en conformité totale au profit de structures prioritaires.

# 10. CONCLUSION

L'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique poursuit l'exécution des projets et activités qui lui sont déléguées par le Ministère du Numérique et de la Digitalisation.

L'agence mobilise les ressources pour répondre favorablement aux nombreuses sollicitations hors PTA des ministères sectoriels et structures publiques afin de :

- contribuer à la définition de politiques et stratégies ;
- réaliser des études d'architecture ;
- émettre des avis de faisabilité technique ;
- apporter son appui technique pour la formation et le développement d'applications et eservices ;
- mettre à disposition ses capacités d'audit informatique et de sécurité ;
- répondre à des incidents des systèmes informatiques ou de sécurité.

L'enjeu in fine étant contribuer à améliorer l'efficacité de l'action publique et la qualité d'expérience des citoyens et des entreprises.

De nouveaux processus opérationnels plus efficaces ont été mis en place afin d'accélérer l'exécution de l'ensemble des projets dont elle a la charge. La performance de l'agence s'est améliorée certes mais la dynamique doit se maintenir afin que les gains d'efficacité soient mieux perçus à travers les indicateurs de performance.

Plusieurs instances internes autour de la sécurité numérique, des affaires juridiques, de la protection des données personnelles, de la gestion des risques ou du suivi de la mise en oeuvre des observations issues des diverses missions d'inspection, d'audit et de contrôle, ont été mis en place afin que d'assurer la conformité de l'agence aux différents cadres réglementaires (loi 2020 sur les structures publiques, PSSIE, Protection des données personnelles, etc.).

Outre l'organisation d'évènements majeurs pour le compte du Ministère sectoriel, l'agence a également participé activement à des évènements internationaux et a contribué ainsi au rayonnement du secteur du numérique et du pays.

La coordination avec l'ensemble des partenaires et ministères sectoriels publics, la supervision technique par le Ministère du Numérique et de la Digitalisation ainsi que l'appui du Conseil d'Administration présidé par le Ministre d'État en charge de l'Économie et des Finances constituent des leviers majeurs d'atteinte des objectifs.

**ANNEXE**



# ANNEXE : CATALOGUE DE SERVICES ASIN

## ASIN : CATALOGUE D'ENTREPRISE

### RAPPEL | CARTOGRAPHIE DES FONCTIONS ET CAPACITÉS



Clients / Parties Prenantes

Gouvernement

Autres structures publiques

Structures privées



PLANIFIER ET GÉRER

Superviser les projets

Gérer la performance

Gérer les socles communs

Cerer les niveaux de service

Gérer les fournisseurs et prestataires



DÉLIVRER



PENSER

Concevoir et évaluer les frameworks d'architecture

S'assurer de l'alignement des technologies aux objectifs métiers

Évaluer les financements et investissements IT

Analyser les besoins

Faire les études de connectivité

Archiver les documents /courriers

Accompagner à la mise en oeuvre des solutions

Assister les utilisateurs

Développer les e-services

Développer les plateformes

Faire les tests et assurer l'assurance qualité des systèmes

Intégrer les applications

Résoudre les incidents sur les services et les plateformes

Interconnecter les systèmes d'informations/ registre/ base de données

Former les utilisateurs



ANALYSER

Visualiser les données

Faire du prototypage

Concevoir des solutions sur-mesure



PROTÉGER

Réagir face aux incidents

Investiguer

Signer numériquement

Fournir des certificats d'authentification

Chiffrer les messages

Former et sensibiliser sur la sécurité

Faire des audits de sécurité et assurer la conformité



RESSOURCES / TALENTS

Accompagner les profils à la montée en compétence

Identifier les talents/ compétences clés



Fournisseur/ Sous-traitants

Fournisseurs

Partenaires

Sous-traitants

Figure 11 : Cartographie des fonctions et capacités

## APPROCHE GLOBALE DE CONCEPTION | NOUVELLE TAXONOMIE

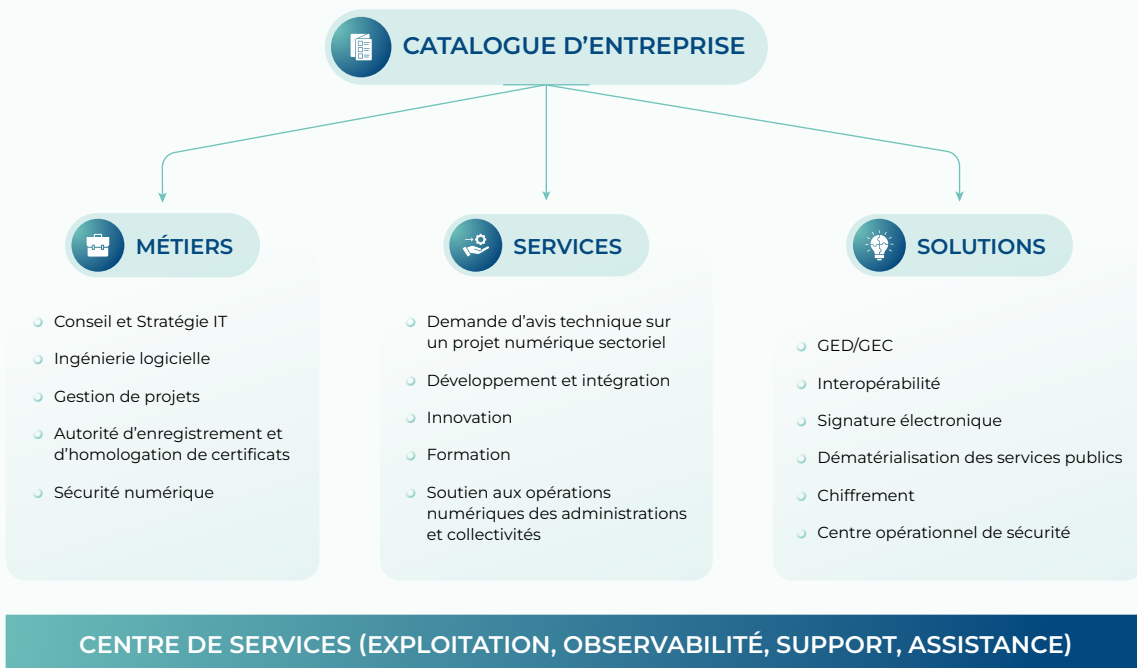
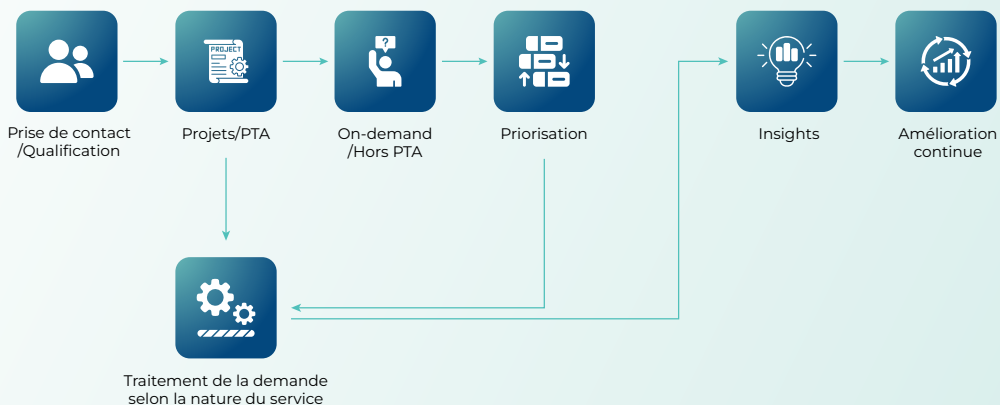
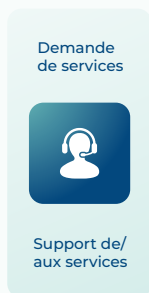


Figure 12 : Offre de services

## APPROCHE GLOBALE DE CONCEPTION | PROCESSUS GÉNÉRAL DE DEMANDE DE SERVICES

Les sollicitations pour les demandes de services viendront via la page web de l'ASIN et redirigées sur le site web du centre de services



Les sollicitations pour les supports de/aux services viendront par voie numérique (Centre de service)

Figure 13 : Processus général de demande des services ASIN





Suivez-nous sur nos canaux digitaux

@asinbenin     